

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3426

[C - 2012/27162]

**18 OCTOBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, l'article 1<sup>er</sup>, 2°, 4° et 5°, modifié par le décret du 27 octobre 2011;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juillet 2012;

Vu l'avis n° 51.850/2/V du Conseil d'Etat donné le 12 septembre 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant le Règlement (CE) n° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés;

Considérant le Règlement (CE) n° 303/2008 de la Commission du 2 avril 2008 établissant, conformément au Règlement (CE) n° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil, des prescriptions minimales ainsi que des conditions pour une reconnaissance mutuelle de la certification des entreprises et du personnel en ce qui concerne les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompe à chaleur contenant certains gaz à effet de serre fluorés;

Considérant le Règlement (CE) n° 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

Considérant la Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments, notamment les articles 15 "Inspection des systèmes de climatisation", 17 "Experts indépendants" et 18 « système de contrôle indépendant »;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement et du Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est complété par la phrase suivante : « Les systèmes de climatisation et les pompes à chaleur sont considérés comme des équipements frigorifiques. »;

b) le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° agent réfrigérant fluoré : les gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I<sup>re</sup> du Règlement (CE) n° 842/2006 et les préparations contenant ces substances, ainsi que les substances réglementées appauvrissant la couche d'ozone énumérées à l'annexe I<sup>re</sup> du Règlement (CE) n° 1005/2009; »;

c) le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° technicien certifié : toute personne physique certifiée conformément aux dispositions du présent arrêté; »;

d) le 10° est remplacé par ce qui suit :

« 10° conditions intégrales et sectorielles du 12 juillet 2007 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique; »;

e) le 11° est abrogé;

f) le 12° est remplacé par ce qui suit :

« 12° masse nominale en agent réfrigérant : masse d'agent réfrigérant que contient un équipement frigorifique pour fonctionner dans les conditions pour lesquelles il est conçu.

Cette valeur est :

a) soit la quantité introduite lors de la première mise en service. Si la totalité du réfrigérant ou une partie de celle-ci a été préchargée en usine, cette fraction est prise en compte dans l'estimation de la masse nominale en agent réfrigérant;

b) soit déterminée en effectuant une vidange suivie d'un remplissage de l'équipement frigorifique, les bonbonnes contenant le gaz étant pesées avant et après l'opération ou en recourant à une autre méthode permettant la détermination de la masse nominale en agent réfrigérant avec une précision équivalente; »;

g) le 16° est remplacé par ce qui suit :

« 16° livret de bord : le registre des exploitants visé à l'article 3, § 6, du Règlement (CE) 842/2006 et à l'article 23, § 3, du Règlement (CE) 1005/2009; »;

h) le 21° est abrogé;

i) le 22° est remplacé par ce qui suit :

« 22° DGOARNE : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie; »;

j) le 23° est remplacé par ce qui suit :

« 23° directeur général : le directeur général de la DGOARNE ou son délégué; »;

k) le 25° est remplacé par ce qui suit :

« 25° fonctionnaires chargés de la surveillance : les agents désignés, sur base de la partie VIII du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, pour rechercher et constater les infractions au présent arrêté; »;

l) l'article est complété par les 26° à 35° rédigés comme suit :

« 26° opérations sur les équipements frigorifiques fixes : les opérations suivantes, à l'exception des activités de fabrication et de réparation effectuées dans les installations du fabricant :

a) l'installation;

b) l'entretien ou la réparation;

c) le contrôle de l'étanchéité des équipements contenant au moins 3 Kg d'agent réfrigérant fluoré et des équipements à circuit hermétiquement scellé et étiquetés comme tels contenant au moins 6 Kg d'agent réfrigérant fluoré;

d) la récupération;

27° installation : l'assemblage d'au moins deux pièces d'équipement ou de circuits contenant ou conçus pour contenir des agents réfrigérants fluorés, destiné à permettre le montage d'un système sur le lieu même de son utilisation future, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites d'agent réfrigérant fluoré d'un système sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, qu'il faille ou non charger le système après l'assemblage;

28° entretien ou réparation : toutes les activités, hormis la récupération et les contrôles d'étanchéité, qui nécessitent d'accéder aux circuits contenant ou destinés à contenir des agents réfrigérants fluorés, et en particulier celles consistant à approvisionner le système en agents réfrigérants fluorés, à ôter une ou plusieurs pièces du circuit ou de l'équipement, à assembler de nouveau deux ou plusieurs pièces du circuit ou de l'équipement et à remédier aux fuites;

29° récupération : la collecte et le stockage :

a) d'agents réfrigérants fluorés;

b) d'huiles provenant de circuits frigorifiques contenant des agents réfrigérants fluorés;

c) et de fluides caloporteurs ou frigoporteurs provenant des équipements frigorifiques contenant des agents réfrigérants fluorés;

30° certificat de catégorie I<sup>re</sup> : document attestant que le titulaire remplit les conditions pour exercer toutes les opérations prévues au 26°;

31° certificat de catégorie II : document attestant que le titulaire remplit les conditions pour exercer les opérations prévues :

a) au 26°, c), à condition que celles-ci ne nécessitent pas d'accéder au circuit frigorifique contenant des agents réfrigérants fluorés;

b) au 26°, a), b) et d), pour ce qui est des équipements frigorifiques contenant moins de 3 kg ou, s'ils sont dotés de circuits hermétiquement scellés et étiquetés comme tels, moins de 6 kg d'agents réfrigérants fluorés;

32° certificat de catégorie III : document attestant que le titulaire remplit les conditions pour exercer les opérations prévues au 26°, d), pour ce qui est des équipements frigorifiques contenant moins de 3 kg ou, s'ils sont dotés de circuits hermétiquement scellés et étiquetés comme tels, moins de 6 kg d'agents réfrigérants fluorés;

33° certificat de catégorie IV : document attestant que le titulaire remplit les conditions pour exercer les opérations prévues au 26°, c), à condition que celles-ci ne nécessitent pas d'accéder au circuit frigorifique contenant des agents réfrigérants fluorés;

34° AWAC : l'Agence wallonne de l'Air et du Climat;

35° Président : le Président de l'organe de direction de l'AWAC ou son délégué. ».

**Art. 2.** Dans les articles 2, 12, 18, 24, 43 et 47 ainsi que dans l'annexe X du même arrêté, les mots « frigoristes spécialisés » sont chaque fois remplacés par les mots « certifiés ».

**Art. 3.** Dans les articles 10, 15, 17, 18, 19, 20, 21 et 24 ainsi que dans les annexes V, VI et VIII du même arrêté, les mots « frigoriste spécialisé » sont chaque fois remplacés par le mot « certifié ».

**Art. 4.** Dans les articles 4, 5, 7, 8, 9, 12, 27, 29, 30, 31, 32, 33, 35, 47, 54 et 56 du même arrêté, les mots « directeur général » sont chaque fois remplacés par le mot « Président ».

**Art. 5.** Dans les articles 12, 30 et 58 du même arrêté, les mots « la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » sont chaque fois remplacés par les mots « l'AWAC ».

**Art. 6.** Dans les articles 20, 22 et 23 du même arrêté, les mots « la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » sont chaque fois remplacés par le mot « DGOARNE ».

**Art. 7.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit :

« Art. 1<sup>er</sup>/1. Le présent arrêté a pour objet de mettre en œuvre :

1° le Règlement (CE) n° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés, ci-après dénommé le Règlement (CE) n° 842/2006;

2° le Règlement (CE) n° 303/2008 de la Commission du 2 avril 2008 établissant, conformément au Règlement (CE) n° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil, des prescriptions minimales ainsi que des conditions pour une reconnaissance mutuelle de la certification des entreprises et du personnel en ce qui concerne les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompe à chaleur contenant certains gaz à effet de serre fluorés, ci-après dénommé le Règlement (CE) n° 303/2008;

3° le Règlement (CE) n° 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, ci-après dénommé le Règlement (CE) n° 1005/2009. ».

**Art. 8.** A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le § 1<sup>er</sup>, le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> prévenir la pollution qui est susceptible de se produire lors ou à la suite des opérations suivantes :

- les opérations sur les équipements frigorifiques fixes contenant ou pouvant contenir des agents réfrigérants fluorés;

- les opérations de gestion des déchets résultant des opérations visées au point a); »;

b) dans le § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, la phrase « Les équipements frigorifiques à circuit hermétique contenant moins de trois kg d'agent réfrigérant fluoré sont exclus du champ d'application du présent arrêté. » est abrogée;

c) dans le § 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Pour éviter les risques d'émission d'agents réfrigérant fluorés, les opérations visées au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a, sont effectuées uniquement par une personne qui :

1<sup>o</sup> a la qualité de technicien certifié et qui dispose du certificat de la catégorie correspondant aux opérations qu'il réalise;

2<sup>o</sup> et travaille au nom et pour le compte d'une entreprise en technique frigorifique spécialisée s'il s'agit d'une opération visée à l'article 1<sup>er</sup>, 26<sup>o</sup>, a) ou b). »;

d) dans le § 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux personnes effectuant des opérations visées à l'article 4, § 3, du Règlement (CE) n<sup>o</sup> 303/2008. »;

e) dans le § 2, à l'alinéa 3, la lettre « e) » est remplacée par la lettre « b) ».

**Art. 9.** A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « exerçant les opérations visées à l'article 1<sup>er</sup>, 26<sup>o</sup>, a et b, » sont insérés entre les mots « l'entreprise en technique frigorifique » et les mots « doit répondre aux conditions suivantes »;

b) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« employer, pour la réalisation des opérations visées à l'article 1<sup>er</sup>, 26<sup>o</sup>, des techniciens certifiés, en nombre suffisant pour faire face au volume d'activité escompté; »;

c) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, au 6<sup>o</sup>, les mots « ou s'engager à souscrire un contrat d'assurance » sont abrogés;

d) l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un 7<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 7<sup>o</sup> mettre à la disposition du personnel certifié réalisant les opérations visées à l'article 1<sup>er</sup>, 26<sup>o</sup> l'équipement technique minimal en bon état de fonctionnement énuméré à l'annexe II et les procédures nécessaires. »;

e) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, ne s'applique pas aux personnes effectuant des opérations visées à l'article 4, § 3, du Règlement (CE) n<sup>o</sup> 303/2008. ».

**Art. 10.** A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 1<sup>er</sup>, les mots « dont le modèle figure à l'annexe I<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « mis à disposition sur le site internet de l'AWAC »;

b) le § 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le demandeur joint notamment à sa demande :

1<sup>o</sup> la preuve que l'entreprise en technique frigorifique emploie, pour la réalisation des opérations visées à l'article 1<sup>er</sup>, 26<sup>o</sup>, des techniciens certifiés en nombre suffisant pour faire face au volume d'activité escompté;

2<sup>o</sup> la preuve que le personnel réalisant les opérations visées à l'article 1<sup>er</sup>, 26<sup>o</sup>, dispose de l'équipement technique minimal et des procédures nécessaires »;

c) au § 2, le mot « la », entre le mot « de » et le mot « celle-ci », est abrogé;

d) le § 5 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La décision d'octroi équivaut à un certificat établi conformément à l'article 8 du Règlement (CE) n<sup>o</sup> 303/2008. ».

**Art. 11.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

« Art. 4/1. L'agrément est octroyé pour une durée indéterminée. ».

**Art. 12.** A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « dont le modèle figure à l'annexe XIV » sont remplacés par les mots « mis à disposition sur le site internet de l'AWAC »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots « à la poste » sont abrogés.

**Art. 13.** Dans le Chapitre I<sup>er</sup> du même arrêté, la section 4, comportant l'article 6, est abrogée.

**Art. 14.** A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots « dont le modèle figure à l'annexe XIV » sont remplacés par les mots « mis à disposition sur le site internet de l'AWAC »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 3, les mots « à la poste » sont abrogés.

**Art. 15.** Dans le Chapitre II du même arrêté, il est inséré une section 6, comportant l'article 9/1, rédigée comme suit :

« Section 6. — De la reconnaissance des certificats des autres Régions ou Etats

Art. 9/1. Les entreprises qui disposent d'un certificat valide, obtenu dans une autre Région de Belgique ou dans un Etat faisant partie de l'Espace économique européen, conformément à l'article 8 du Règlement (CE) n<sup>o</sup> 303/2008, sont considérées comme disposant de l'agrément, en ce qui concerne les activités mentionnées sur le certificat, à condition qu'elles fournissent à l'AWAC :

1<sup>o</sup> une copie du certificat;

2° une copie des certificats délivrés au personnel conformément à l'article 5 du Règlement (CE) n° 303/2008, pour ce qui concerne les techniciens amenés à intervenir sur le territoire de la Région.

Les entreprises joignent une traduction en français des certificats délivrés dans un autre Etat faisant partie de l'Espace économique européen lorsqu'ils sont établis dans une autre langue que le français ou l'anglais. ».

**Art. 16.** A l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le liminaire de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sont réalisées. A cet effet, les opérations » sont remplacés par les mots « l'article 1<sup>er</sup>, 26° »;

b) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « reconnu par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » sont remplacés par le mot « équivalent »;

c) l'alinéa 2 est abrogé;

d) à l'alinéa 3 qui devient l'alinéa 2, les mots « environnemental en technique frigorifique » sont remplacés par les mots « du technicien certifié ».

**Art. 17.** L'article 11 du même arrêté est abrogé.

**Art. 18.** A l'article 12, § 4, du même arrêté, les mots « environnemental en technique frigorifique » sont remplacés par les mots « de chaque technicien certifié ».

**Art. 19.** L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. Les entreprises en technique frigorifique spécialisées :

1° respectent durant toute la durée de leur agrément les conditions d'octroi de celui-ci;

2° communiquent à l'AWAC, sur simple demande, tous renseignements sollicités;

3° permettent aux fonctionnaires chargés de la surveillance ainsi qu'au personnel travaillant pour le compte d'un organisme de contrôle accrédité visé à l'article 58/2 d'accéder aux locaux et de consulter tous les documents utiles à la vérification du respect des conditions d'agrément. ».

**Art. 20.** L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. En cas d'intervention sur une installation classée, le technicien certifié remplit le livret de bord. ».

**Art. 21.** A l'article 15 du même arrêté, les mots « à l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions sectorielles et intégrales des installations de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique » sont remplacés par les mots « dans les conditions intégrales et sectorielles du 12 juillet 2007 ».

**Art. 22.** L'article 16 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. Le contrôle de l'étanchéité des équipements frigorifiques fixes contenant ou pouvant contenir des substances réglementées appauvrissant la couche d'ozone est effectué conformément au Règlement (CE) n° 1516/2007 de la Commission du 19 décembre 2007 définissant, conformément au Règlement (CE) n° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil, les exigences types applicables au contrôle d'étanchéité pour les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur contenant certains gaz à effet de serre fluorés ».

**Art. 23.** A l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions sectorielles et intégrales des installations de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique, du Règlement (CE) n° 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, ou du Règlement (CE) n° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés » sont remplacés par les mots « des conditions intégrales et sectorielles du 12 juillet 2007, du Règlement (CE) n° 1005/2009 ou du Règlement (CE) n° 842/2006 ».

**Art. 24.** Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre IV/1, comportant les articles 24/1 à 24/9, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IV/1. — *De la certification des techniciens*

*Section 1<sup>re</sup>. — Des conditions de certification*

Art. 24/1. Pour être certifiée, toute personne répond aux conditions suivantes :

1° être titulaire de l'attestation de réussite de l'examen visée à l'article 25, de niveau correspondant à la catégorie de certificat sollicité;

2° exercer, en qualité d'indépendant ou de salarié, au sein d'une entreprise enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises.

*Section 2. — De la procédure d'octroi de la certification*

Art. 24/2. § 1<sup>er</sup>. Le demandeur introduit sa demande de certification au moyen d'un formulaire mis à disposition sur le site internet de l'AWAC et l'envoi par lettre recommandée ou la remet contre récépissé au Président.

Le demandeur joint à sa demande :

1° l'attestation de réussite de l'examen visé à l'article 25;

2° un document attestant qu'il exerce en qualité d'indépendant ou de salarié, au sein d'une entreprise enregistrée au sein de la Banque-Carrefour des Entreprises.

§ 2. Le Président envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour de réception de celle-ci.

§ 3. Si la demande est incomplète, le Président indique au demandeur les renseignements ou documents manquants. Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, le Président envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

§ 4. Le Président envoie sa décision d'octroi ou de refus de certification par lettre recommandée au demandeur dans un délai de soixante jours à dater du jour où il a envoyé sa décision attestant le caractère complet et recevable de la demande.

Le certificat est établi conformément à l'article 5 du Règlement (CE) n° 303/2008.

*Section 3. — Durée, modification et prolongation du certificat*

Art. 24/3. Le certificat est accordé pour une durée de cinq années, à compter du jour auquel l'examen ayant conduit à l'établissement de l'attestation visée à l'article 25 a été réussi.

Art. 24/4. Les articles 24/1 et 24/2 sont applicables à la demande de renouvellement du certificat.

Le formulaire de demande est accompagné de l'attestation de formation et d'examen de mise à niveau, visée à l'article 48.

Art. 24/5. Le technicien certifié informe l'AWAC dans le mois par lettre recommandée de toute modification ayant trait à sa certification.

*Section 4. — De la suspension et du retrait de la certification*

Art. 24/6. Le Président peut suspendre ou retirer la certification lorsque le technicien certifié:

1° contrevient aux dispositions du présent arrêté;

2° fait obstacle au contrôle de ses activités par les agents chargés de la surveillance.

Art. 24/7. § 1<sup>er</sup>. Lorsque le Président a l'intention de suspendre ou de retirer la certification, il en informe, par lettre recommandée, le technicien concerné. La proposition de suspension ou de retrait indique les motifs les justifiant.

Le technicien certifié dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de suspension ou de retrait pour transmettre ses observations écrites au Président.

Il est également entendu à sa demande.

§ 2. Le Président statue dans un délai de trente jours à compter soit :

1° de la réception des observations visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ou, à défaut, de l'écoulement du délai de trente jours visé à ce même alinéa;

2° lorsqu'elle a lieu, de l'audition visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

La décision est envoyée par lettre recommandée au technicien certifié concerné et, le cas échéant, à l'entreprise qui l'emploie.

§ 3. En cas de retrait de la certification, le technicien est tenu de restituer à l'AWAC l'original ainsi que les éventuelles copies certifiées conformes dudit certificat endéans les quatorze jours qui suivent l'envoi de la décision.

§ 4. Le Président peut, en cas d'urgence spécialement motivée, suspendre immédiatement la certification.

Art. 24/8. Un recours contre les décisions de suspension ou de retrait de certification peut être introduit par le technicien certifié concerné auprès du Ministre.

Le technicien certifié introduit son recours au moyen d'un formulaire dont le modèle est mis à disposition sur le site Internet de l'AWAC et l'envoi par lettre recommandée ou le remet contre récépissé au Président dans les vingt jours suivant la réception de la décision querellée.

La décision du Ministre est notifiée au requérant par lettre recommandée dans un délai de soixante jours à dater de la réception du recours.

Sauf dans l'hypothèse visée à l'article 8, § 4, le recours est suspensif.

*Section 5. — De la reconnaissance des certificats des autres régions ou Etats*

Art. 24/9. Les personnes qui disposent d'un certificat valide, obtenu dans une autre région de Belgique ou dans un Etat faisant partie de l'Espace économique européen, conformément à l'article 5 du Règlement (CE) n° 303/2008, sont considérées comme disposant du certificat, en ce qui concerne les activités mentionnées sur le certificat.

La personne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'exerçant pas au sein d'une entreprise considérée comme disposant de l'agrément conformément à l'article 9/1, fournit à l'AWAC :

1° une copie de son certificat et, le cas échéant, une traduction en français du certificat délivré dans un autre Etat faisant partie de l'Espace économique européen lorsqu'il est établi dans une autre langue que le français ou l'anglais;

2° la preuve qu'elle effectue les activités pour lesquelles elle est certifiée, en qualité d'indépendant ou de salarié d'une entreprise enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises. ».

**Art. 25.** Dans le même arrêté, l'intitulé du Chapitre V est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE V. — *Des centres d'examen* »

**Art. 26.** L'article 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. Les attestations de réussite d'un examen portant sur les opérations visées à l'article 1<sup>er</sup>, 26°, sont délivrées par les centres d'examen reconnus par le président.

Les attestations de réussite sanctionnent la réussite d'un examen correspondant à la catégorie sollicitée par le technicien, et ce, conformément aux dispositions de l'annexe XI, I.

Le Ministre peut arrêter des dispositions complémentaires. ».

**Art. 27.** L'article 26 du même arrêté est complété par le 4° rédigé comme suit :

« 4° organiser au minimum les examens de catégories I<sup>re</sup>, III et IV ou II seul ou IV seul. ».

**Art. 28.** A l'article 27 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, les mots « figure à l'annexe XIII » sont remplacés par les mots « est mis à disposition sur le site internet de l'AWAC »;

2° dans le § 5, les mots « à la poste » sont abrogés;

3° le § 5 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La reconnaissance précise les catégories de formations et d'examens pour lesquelles le centre est reconnu. ».

**Art. 29.** A l'article 29 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « figure à l'annexe XIV » sont remplacés par les mots « est mis à disposition sur le site internet de l'AWAC »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « à la poste » sont abrogés.



**Art. 30.** A l'article 31 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « figure à l'annexe XIV » sont remplacés par les mots « est mis à disposition sur le site internet de l'AWAC »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « à la poste » sont abrogés.

**Art. 31.** Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 3 du Chapitre V est remplacé par ce qui suit :

« Section 3. — De l'examen et de la délivrance des attestations de réussite »

**Art. 32.** A l'article 34 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le certificat environnemental en technique frigorigère » sont remplacés par les mots « une attestation de réussite de l'examen »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « Le certificat est établi » sont remplacés par les mots « L'attestation de réussite est établie ».

**Art. 33.** A l'article 35 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° la liste des candidats ayant reçu l'attestation de réussite; »;

b) le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est complété par le 6° rédigé comme suit :

« 6° la catégorie de certificat : I<sup>er</sup>, II, III, ou IV. »;

c) le § 2 est abrogé.

**Art. 34.** Dans le Chapitre V du même arrêté, la section 4, comportant les articles 37 à 41 est abrogée.

**Art. 35.** Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 5 du Chapitre V est remplacé par ce qui suit :

« Section 5. — De la formation et de l'examen de mise à niveau »

**Art. 36.** L'article 42 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 42. Avant l'échéance de son certificat, le technicien certifié peut suivre une formation et il passe un examen de mise à niveau correspondant à la catégorie de son certificat.

Les examens de mise à niveau consistent principalement à vérifier que les techniciens certifiés disposent d'une connaissance suffisante de la réglementation en relation avec leur certificat. ».

**Art. 37.** L'article 43 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 43. Les formations et les examens de mise à niveau visés à l'article 42 sont organisés par les centres d'examen visés à l'article 25.

Le contenu et les modalités des formations et des examens de mise à niveau sont précisés de façon concertée entre les centres d'examen et l'AWAC. ».

**Art. 38.** Les articles 44 et 45 du même arrêté sont abrogés.

**Art. 39.** Dans l'article 46 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Afin de couvrir les frais occasionnés par l'organisation des formations et des examens de mise à niveau, le centre d'examen peut percevoir un droit d'inscription auprès des candidats ».

**Art. 40.** Dans l'article 47 du même arrêté, les mots « de formation continué » sont remplacés par les mots « d'examen ».

**Art. 41.** L'article 48 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 48. Le centre d'examen fournit aux techniciens certifiés ayant réussi l'examen de mise à niveau, une attestation de mise à niveau établie conformément au modèle visé à l'annexe XVI ».

**Art. 42.** L'article 49 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 49. Le centre d'examen déclare trimestriellement à l'AWAC, sous format électronique, les noms et numéros des attestations des techniciens certifiés ayant suivi une formation ou un examen de mise à niveau. Cette déclaration est effectuée au plus tard un mois après la fin du trimestre visé.

Le format informatique est mis à la disposition des centres d'examen sur le site de l'AWAC ».

**Art. 43.** Dans le Chapitre V du même arrêté, la section 6, comportant les articles 50 à 53 est abrogée.

**Art. 44.** Dans l'article 56 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 45.** Dans l'article 57 du même arrêté, les mots « 50 à 53 » sont remplacés par les mots « 24/6 à 24/8 ».

**Art. 46.** Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre VI/1, comportant les articles 58/1 et 58/2, rédigés comme suit :

« CHAPITRE VI/1. — *Contrôle des entreprises agréées, du travail des techniciens certifiés et du travail des experts énergie-climatisation par un organisme de contrôle accrédité désigné*

Art. 58/1. Le présent chapitre transpose partiellement la Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments.

Art. 58/2. § 1<sup>er</sup>. Le Président peut, à tout moment :

1° soumettre un équipement frigorigère, contrôlé ou soumis à une inspection énergétique des systèmes de climatisation en application de la condition sectorielle et intégrale du 12 juillet 2007 à un contrôle par un organisme de contrôle accrédité désigné conformément aux dispositions applicables en matière de marchés publics.

Le contrôle porte sur la conformité des interventions effectuées par les entreprises en technique frigorigère spécialisées et les techniciens certifiés, par rapport aux exigences fixées dans le présent arrêté;

2° faire vérifier la conformité des entreprises en technique frigorifique spécialisées au respect des conditions d'agrément, ainsi qu'au respect des obligations à charge de ces entreprises et des techniciens certifiés, par un organisme de contrôle accrédité, tel que visé à l'alinéa précédent.

§ 2. Pour être désigné en application du § 1<sup>er</sup>, l'organisme de contrôle accrédité remplit les conditions suivantes :

1° être accrédité comme organisme de contrôle du type A sur la base des critères de la NBN - EN ISO/IEC 17020 : Critères généraux pour le fonctionnement de différents types d'organismes procédant à l'inspection (ISO/IEC 17020:1998), 1<sup>re</sup> édition, novembre 2004, ou de sa dernière révision, pour les activités prévues au présent arrêté, par un organisme national d'accréditation au sens du Règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le Règlement (CEE) n° 339/93 du Conseil;

2° disposer, parmi son personnel, de contrôleurs titulaires d'un certificat de catégorie, correspondant au type d'installation ou d'entreprise à visiter, et, le cas échéant, disposant du certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation.

La désignation est effectuée pour une période de trois ans maximum. Elle est renouvelable. ».

**Art. 47.** Dans le même arrêté, sont insérés les articles 65/1 à 65/5 rédigés comme suit :

« Art. 65/1. Le Ministre peut modifier les annexes du présent arrêté pour se conformer aux modifications de la réglementation européenne.

Art. 65/2. Le président communique, par lettre recommandée, aux techniciens frigoristes spécialisés visés à l'article 59, § 1<sup>er</sup>, le délai dans lequel ils doivent obtenir l'attestation de réussite visée à l'article 25.

Art. 65/3. Les centres d'examen reconnus informent le président des catégories d'attestation de réussite qu'ils souhaitent délivrer.

Le président notifie au centre d'examen si, afin de vérifier la conformité avec l'article 26, des informations complémentaires doivent lui être transmises ou s'il est nécessaire de faire réaliser un audit complémentaire.

Le président établit les catégories d'attestation de réussite pour lesquelles le centre est reconnu sur la base des informations fournies par le centre ou des résultats de l'audit complémentaire. Le centre est considéré comme reconnu pour délivrer les attestations de réussite correspondantes jusqu'à expiration ou retrait de sa reconnaissance.

Art. 65/4. Le président transmet, sur demande, aux techniciens disposant d'un certificat environnemental en technique frigorifique valide et pour autant qu'ils fournissent la preuve qu'ils exercent en qualité d'indépendant ou de salarié, au sein d'une entreprise enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises, le certificat visé à l'article 24/2, § 4.

La catégorie du certificat délivré conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> dépend des catégories d'attestation de réussite pour lesquelles le centre d'examen qui a délivré le certificat environnemental en technique frigorifique est reconnu conformément à l'article 65/3.

Art. 65/5. Le président transmet aux entreprises en technique frigorifique spécialisées démontrant qu'elles répondent aux conditions visées à l'article 3, 4° et 7°, le certificat visé à l'article 4, § 5. ».

**Art. 48.** Dans le même arrêté, l'annexe I<sup>re</sup> est abrogée.

**Art. 49.** Dans le même arrêté, l'annexe II est remplacée par l'annexe 1<sup>re</sup> jointe au présent arrêté.

**Art. 50.** Dans le même arrêté, l'annexe IV est abrogée.

**Art. 51.** Dans le même arrêté, les annexes XI et XII sont remplacées respectivement par les annexes 2 et 3 jointes au présent arrêté.

**Art. 52.** Dans le même arrêté, les annexes XIII et XIV sont abrogées.

**Art. 53.** Dans le même arrêté, les annexes XV et XVI sont remplacées respectivement par les annexes 4 et 5 jointes au présent arrêté.

**Art. 54.** Dans le même arrêté, l'annexe XVII est abrogée.

**Art. 55.** Le Ministre de l'Environnement et le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 octobre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Annexe 1<sup>re</sup>

Annexe II à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

## Annexe II : Equipement technique minimum pour les techniciens frigoristes certifiés

Le technicien certifié doit disposer au moins des équipements suivants pour effectuer les travaux sur les équipements comportant un risque d'émission d'agents réfrigérants fluorés :

EQUIPEMENT TECHNIQUE MINIMUM POUR LES TECHNICIENS CERTIFIES	Catégorie I	Catégorie II	Catégorie III	Catégorie IV
Bouteille de récupération d'agent réfrigérant;	x	x	x	
Bouteille d'agent réfrigérant neuf (ou recyclé);				
Bouteille de gaz inerte pour balayage (azote sec, argon, hélium), munie d'un détendeur et d'un débitmètre);	x	x		
Groupe de récupération des agents réfrigérants conçu de sorte à réduire autant que possible le volume mort d'agent réfrigérant qui, après récupération, reste dans le groupe ou est émis à l'atmosphère, et permettant d'appliquer à l'équipement frigorifique une pression absolue de 0,5 bar après le pompage;	x	x	x	
Pompe à vide à deux étages avec vanne d'arrêt électromagnétique à l'aspiration;	x	x		
Balance de pesée des agents réfrigérants (d'une précision d'au moins 10 g pour les bouteilles dont la contenance en agent réfrigérant est inférieure à 30 kg, d'une précision d'au moins 100 g pour les bouteilles dont la contenance en agent réfrigérant est comprise entre 30 kg et 300 kg, et d'une précision d'au moins 0,3 % de la contenance en agent réfrigérant pour les bouteilles dont la contenance en agent réfrigérant est supérieure à 300 kg);	x	x	x	
Installation de brasage fort avec régulateur de pression du gaz carburant et de pression d'oxygène, conduites pourvues de clapets anti-retour et tuyauteries flexibles;	x	x		
Vacuomètre électronique (non requis si utilisation d'un manifold électronique permettant de mesurer le vide);	x	x		
Manifold quatre voies;	x	x	x	
Détecteur électronique de fuites ayant une sensibilité de détection de fuite de 5 g/an;	x	x		x
Solution savonneuse ou produit équivalent;	x	x		x
Thermomètre digital avec sonde à contact;	x	x		
Multimètre électrique;	x	x		
Ampèremètre (non requis si le multimètre est pourvu d'une pince ampermétrique);	x	x		
Kit de test de l'acide oléique.	x	x		

Les équipements de mesure sont étalonnés avant la première utilisation et au minimum une fois tous les ans conformément à des normes reconnues internationalement ou, à défaut, selon les indications fournies par le fabricant ou l'importateur de ceux-ci.

Les certificats de maintenance et d'étalonnage des équipements de mesure sont tenus à disposition des fonctionnaires chargés de la surveillance.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 18 octobre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY



## Annexe 2

Annexe XI à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation

Annexe XI : Examens d'évaluation des compétences environnementales  
et d'évaluation des compétences énergétiques

I : EVALUATION DES COMPETENCES ENVIRONNEMENTALES

**A. Dispositions préliminaires**

1° L'examen des compétences environnementales est organisé en tenant compte des prescriptions minimales de l'annexe du Règlement n° 303/2008. En outre, il tient compte des points B et C de la présente annexe.

2° L'examen est constitué d'une partie théorique écrite et d'une partie pratique :

a) la partie pratique doit comprendre une partie relative à la manipulation des gaz fluorés utilisés en qualité d'agent réfrigérant et un exercice de montage;

b) chaque partie est cotée à part. L'examen est réussi si 50 % des points sont obtenus pour chaque partie et 60 % des points pour le total.

**B. Examen théorique**

Titre	Matières		Niveau de connaissances
	Sujets		
1) Réglementations wallonnes relatives à l'environnement	Eléments pertinents du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets Eléments pertinents du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement Arrêtés du Gouvernement wallon relatifs aux équipements frigorifiques, adoptés en application des Règlements 1005/2009/CE et 842/2006/CE		Bonne connaissance
2) Réglementations à portée internationale	Eléments pertinents des Protocoles de Montréal (1) et Kyoto (2), Règlement CE 1005/2009 (3), Règlement 842/2006 (4), Règlement 303/2008 (5), Règlement 1516/2007 (6)		Bonne connaissance
3) Normes et code de bonne pratique	NBN-EN 378 Parties 1-4 Code de Bonne pratique de l'UBF-ACA		Bonne connaissance
4) Impacts environnementaux liés à l'utilisation des équipements frigorifiques	— Emissions de composés qui appauvrissent la couche d'ozone — Emissions directes et indirectes de gaz à effet de serre, notion de TEWI — Impacts liés à l'utilisation d'huiles (huile en tant que tel et réfrigérants dissous) — Impacts liés à l'utilisation de fluides frigoporteurs ou caloporteurs — Impacts liés à l'utilisation de mousses d'isolation (contenu en CFC, HCFC ou HFC)		Bonne connaissance
5) Agents réfrigérants	Substances réglementées, agents réfrigérants et huiles autorisés, choix de l'agent réfrigérant, choix de l'huile, choix du fluide frigoporteur ou caloporteur		Très bonne connaissance des caractéristiques des fluides et de la réglementation les concernant.
6) Etanchéité	Définition de l'étanchéité, connaissance des techniques d'essais d'étanchéité Connaissance des techniques à utiliser pour réduire les émissions, lors de la conception, la maintenance et l'entretien des équipements. Connaissance des risques environnementaux (risques d'émissions) spécifiques à certains composants déterminés (p. ex raccords, suivant leur type; compresseurs, suivant leur type, etc.) DéTECTEURS fixes (connaissance des principes, détermination de leur emplacement, valeur haute et valeur basse, etc.)		Très bonne connaissance

Pour les examens de catégorie III et IV, tenant compte des opérations couvertes par ces catégories, la portée de l'examen théorique peut être réduite.

### C. Examen pratique

Matières		Niveau de connaissances	Catégories concernées
Titre	Sujets		
Le montage	1. le brasage et assemblage de différents composants : tubes en cuivre (avec du cuivre, avec de l'acier, avec du laiton), avec clapets, vannes, détendeurs,... vérification de l'étanchéité 2. vérification des brasages par découpe de ceux-ci 3. Techniques de pliage du cuivre et de l'acier, technique de fixation et d'isolation	Excellentes réalisations pratiques	I <sup>re</sup> , II
La mise en service	1. la mise sous pression de gaz inerte 2. la vérification de la présence ou de l'absence de fuites avec une solution savonneuse 3. la mise sous vide avec à l'aide d'une pompe à vide deux étages et contrôle à l'aide d'un vacuomètre 4. remplissage de l'équipement 5. pesée et notation des quantités utilisées 6. le démarrage, les réglages et les contrôles relatifs au bon fonctionnement	Excellentes réalisations pratiques	I <sup>re</sup> , II
L'entretien	1. Les vérifications de bon fonctionnement	Bonne connaissance des vérifications à réaliser, ainsi que de leur exécution	I <sup>re</sup> , II
La récupération des agents réfrigérants	1. la récupération 2. la pesée et l'enregistrement des quantités récupérées 3. le remplissage du même équipement avec l'agent réfrigérant récupéré 4. La répétition de cette récupération avec une récupération maximale d'agent réfrigérant 5. Le calcul de la différence entre la quantité chargée et la quantité récupérée, qui ne peut être supérieure à une valeur définie de façon concertée entre les centres d'examen, l'AWAC et la DGOARNE	Excellentes réalisations pratiques	I <sup>re</sup> , II, III <sup>(*)</sup>
Contrôle d'étanchéité	Connaissance des contrôles à effectuer (en particulier avec le détecteur électronique de fuites) et des documents y afférents	Très bonne connaissance des contrôles à effectuer	I <sup>re</sup> , II, IV <sup>(*)</sup>

(\*) Pour les examens de catégorie III et IV, tenant compte des opérations que le technicien est autorisé à réaliser, le protocole d'examen peut-être simplifié.

## II : EVALUATION DES COMPETENCES ENERGETIQUES

### A. Dispositions préliminaires

Chaque partie est cotée à part. L'examen est réussi si 50 % des points sont obtenus pour chaque partie et 60 % des points pour le total.

### B. Examen théorique

Matières		Niveau de connaissances
Titre	Sujets	
1) Evaluation des performances énergétiques des systèmes de climatisation	Evaluation du rendement du système de climatisation et de son dimensionnement par rapport aux exigences en matière de refroidissement du bâtiment	Bonne connaissance
2) Réglementations	Directive CE 2010/31 (7) et arrêtés du Gouvernement wallon la transposant en droit interne	Bonne connaissance

**C. Examen pratique**

Matières		Niveau de connaissances
Titre	Sujets	
Evaluation des performances énergétiques des systèmes de climatisation	1. Evaluation pratique du rendement de la climatisation 2. Evaluation pratique des exigences en matière de refroidissement du bâtiment 3. Vérification pratique de l'adéquation du dimensionnement d'une installation de climatisation par rapport aux exigences en matière de refroidissement du bâtiment	Excellente réalisation pratique

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 18 octobre 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Notes

(1) Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, fait à Montréal le 16 septembre 1987.

(2) Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations unies sur les Changements climatiques, fait à Kyoto le 11 décembre 1997.

(3) Règlement (CE) n° 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, ci-après dénommé le Règlement (CE) n° 1005/2009.

(4) Règlement (CE) n° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés.

(5) Règlement (CE) n° 303/2008 de la Commission du 2 avril 2008 établissant, conformément au Règlement (CE) n° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil, des prescriptions minimales ainsi que des conditions pour une reconnaissance mutuelle de la certification des entreprises et du personnel en ce qui concerne les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompe à chaleur contenant certains gaz à effet de serre fluorés.

(6) Règlement (CE) n° 1516/2007 de la Commission du 19 décembre 2007 définissant, conformément au Règlement (CE) n° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil, les exigences types applicables au contrôle d'étanchéité pour les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur contenant certains gaz à effet de serre fluorés.

(7) Directive (CE) n° 2010/31 du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments (refonte).

Annexe 3

Annexe XII à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Annexe XII : Conditions de reconnaissance des centres d'examen visés à l'article 25  
et des centres d'examen des compétences énergétiques visés à l'article 54

**I. Reconnaissance des centres d'examen visés à l'article 25**

**A. Jury d'examen**

Le centre d'examen doit constituer un jury d'examen en respectant les conditions suivantes:

- le jury est composé d'au moins trois spécialistes en technique de réfrigération sous la présidence d'un ingénieur de grade civil, industriel ou technicien, ou d'une personne qui peut apporter la preuve d'un minimum de 3 années d'expérience dans l'examen en technique de réfrigération;
- au moins un des membres du jury est étranger au centre d'examen.
- à l'exception du président, tous les membres du jury détiennent le certificat valide (ou l'attestation de réussite correspondant à ce certificat) :
  - de catégorie I<sup>re</sup> dans le cadre d'une demande de reconnaissance de catégorie I<sup>re</sup>, III et IV;
  - de catégorie I<sup>re</sup> ou II dans le cadre d'une demande de reconnaissance de catégorie II seule;
  - de catégorie I<sup>re</sup> ou II dans le cadre d'une demande de reconnaissance de catégorie IV seule.

**B. Organisation des examens**

Le centre d'examen doit posséder des procédures relatives aux examens d'évaluation des compétences environnementales, qui respectent les prescriptions minimales de l'annexe du Règlement n° 303/2008 et tiennent compte des points B et C de l'annexe XI, I.

Les procédures contiennent notamment :

- la procédure du choix des questions et exercices pratiques pour les examens,

- la liste de toutes les questions possibles qui pourront être posées aux candidats lors de l'examen théorique; cette liste est mise à jour aussi souvent que nécessaire, tenant compte de l'évolution de la législation en relation avec le certificat environnemental en technique frigorifique et des techniques ou pratiques liées à l'exercice de la profession de technicien frigoriste qui pourraient contribuer à la réduction des émissions provenant des équipements frigorifiques;
- la liste de tous les exercices pratiques qui pourront être proposés aux candidats lors de l'examen pratique,
- une grille d'évaluation chiffrée relativement à l'évaluation des candidats et correspondant aux questions d'examen théorique et pratique.

### C. Infrastructure technique

Pour l'organisation de la partie pratique des examens d'évaluation des compétences environnementales, le centre d'examens doit au moins disposer de l'équipement technique suivant :

INFRASTRUCTURE TECHNIQUE DES CENTRES D'EXAMEN	Catégorie I <sup>re</sup>	Catégorie II	Catégorie IV			
<b>Composants de l'équipement frigorifique pour les centres de catégorie I<sup>re</sup></b>						
Groupe de condensation ou unité de condensation se composant :						
- d'un compresseur de minimum 0,75 CV (0,55 kW) avec un voyant de niveau d'huile et de deux vannes d'isolement (aspiration et refoulement) ayant une prise de pression chacune pour le branchement des manomètres de service (manifolds),	X		X			
- d'un condenseur,						
- d'un réservoir ou bouteille à liquide ayant à sa sortie une vanne d'isolement avec au minimum une prise de pression,						
- d'une cartouche de filtre déshydrateur,						
- d'une vanne électromagnétique,						
- d'un voyant à liquide,						
- d'un détendeur thermostatique,						
- d'un évaporateur,						
- de deux vannes d'isolement avec au minimum une prise de pression. Une vanne est placée sur la haute pression (sortie bouteille à liquide). L'autre vanne est placée sur la basse pression (aspiration du compresseur),						
- facultativement, de vannes d'isolement complémentaires, et/ou d'une vanne de remplissage sur la ligne liquide,						
- des composants de sécurité, de mesure et de régulation, pressostats, thermostats.						
<b>Le circuit frigorifique doit pouvoir contenir au moins 2 kg d'agent réfrigérant</b>						
<u>En outre :</u>						
- un équipement est pourvu d'une régulation de condensation (vanne de régulation de condensation, vanne différentielle, clapet anti-retour),	X					
- un équipement est pourvu d'une régulation de pression d'évaporation (vanne de régulation de pression d'évaporation),						
- un équipement est pourvu d'une vanne de régulation de pression de démarrage du compresseur (vanne de régulation de pression de démarrage),						
- un équipement est pourvu d'un dispositif de dégivrage par gaz chaud (vanne électromagnétique de dégivrage, bouteille anti-coup de liquide, thermostat de fin de dégivrage).						
<b>Composants de l'équipement frigorifique pour les centres de catégorie II</b>						
<u>Groupe de condensation ou unité de condensation se composant :</u>						
- d'un compresseur semi-hermétique,						
- d'un condenseur,						
- d'un réservoir ou bouteille à liquide ayant à sa sortie une vanne d'isolement avec au minimum une prise de pression,						
- d'un filtre déshydrateur,						
- d'une vanne électromagnétique,						
- d'un voyant à liquide,						

INFRASTRUCTURE TECHNIQUE DES CENTRES D'EXAMEN	Catégorie I <sup>re</sup>	Catégorie II	Catégorie IV
- d'un détendeur thermostatique,			
- d'un évaporateur,			
- de deux vannes d'isolement avec au minimum une prise de pression. Une vanne est placée sur la haute pression (sortie bouteille à liquide). L'autre vanne est placée sur la basse pression (aspiration du compresseur),			
- facultativement, de vannes d'isolement complémentaires et/ou d'une vanne de remplissage sur la ligne liquide,			
- des composants de sécurité, de mesure et de régulation, pressostats, thermostats.		X	
<u>Facultativement, une partie des équipements peut être composée des éléments suivants (au maximum la moitié des équipements) :</u>			
- d'un compresseur,			
- d'un condenseur,			
- d'une cartouche de filtre déshydrateur,			
- d'un détendeur capillaire,			
- d'un évaporateur,			
- de deux vannes d'isolement avec au minimum une prise de pression. Une vanne est placée sur la haute pression (sortie bouteille à liquide). L'autre vanne est placée sur la basse pression (aspiration du compresseur),			
- facultativement, de vannes d'isolement complémentaires et/ou d'une vanne de remplissage sur la ligne liquide,			
- des composants de sécurité, de mesure et de régulation, pressostats, thermostats.			
<b>Le circuit frigorifique doit pouvoir contenir au moins 1 kg d'agent réfrigérant</b>			

INFRASTRUCTURE TECHNIQUE DES CENTRES D'EXAMEN	Catégorie I <sup>re</sup>	Catégorie II	Catégorie IV
- bouteille de gaz inerte pour balayage (azote sec, argon, hélium) muni d'un détendeur et d'un régulateur de débit,	X	X	
- bouteille de récupération d'agent réfrigérant avec doubles vannes,	X	X	
- bouteille d'agent réfrigérant neuf (ou recyclé) dûment agréée pour l'agent réfrigérant utilisé,	X	X	
- groupe de récupération des agents réfrigérants conçu de sorte à réduire autant que possible le volume mort d'agent réfrigérant qui, après récupération, reste dans le groupe ou est émis à l'atmosphère, et permettant d'appliquer à l'équipement frigorifique une dépression atteignant 0,5 bar,	X	X	
- pompe à vide à deux étages avec à l'aspiration.	X	X	
<b>Instruments de mesure</b>			
- vacuomètre électronique,	X	X	
- balance de pesée des agents réfrigérants (d'une précision d'au moins 10 g pour les bouteilles dont la contenance en agent réfrigérant est inférieure à 30 kg, d'une précision d'au moins 100 g pour les bouteilles dont la contenance en agent réfrigérant est comprise entre 30 kg et 300 kg, et d'une précision d'au moins 0,3 % de la contenance en agent réfrigérant pour les bouteilles dont la contenance en agent réfrigérant est supérieure à 300 kg),	X	X	
- thermomètre digital avec sonde à contact,	X	X	
- manifold quatre voies, dont les flexibles de ¼ sont équipés de vannes d'arrêt,	X	X	
- multimètre électronique,	X	X	
- ampèremètre (si multimètre dépourvu d'une pince ampèremétrique).	X	X	
<b>Equipement pour la détection des fuites</b>			
- détecteur électronique de fuites d'une sensibilité d'au moins 5 g/a,	X	X	X



INFRASTRUCTURE TECHNIQUE DES CENTRES D'EXAMEN	Catégorie I <sup>re</sup>	Catégorie II	Catégorie IV
- solution savonneuse ou produit similaire.	X	X	X
<b>Equipement pour l'épreuve de montage et test de pression</b>			
<i>Etabli composé :</i>			
- d'une alimentation en gaz inerte pour mise sous pression avec manodétendeur,	X	X	
- d'éléments de raccord, tubes, systèmes d'obturation, .....,	X	X	
- de tubes équipés de clapets anti-retour et de raccords souples,	X	X	
- de matériel de coupe des tubes en cuivre,	X	X	
- d'un ébarbeur,	X	X	
- de cintruses manuelles	X	X	
- d'un dispositif de brasage avec régulateur de pression du gaz carburant et de pression d'oxygène équipés de clapets anti-retour et tuyauteries flexibles",	X	X	
- d'une alimentation en gaz de brasage,	X	X	
- de métal d'apport pour brasage fort (30 % d'argent),	X	X	
- de métal d'apport phosphoreux pour brasage fort (5 % d'argent),	X	X	
- de produit décapant ou de nettoyage,	X	X	
- d'appareils à collerette (dudgeonnaire),	X	X	
- de petit matériel : clés, tournevis, pinces, clés à cliquet adaptées aux vannes du compresseur, ...	X	X	
- de papier abrasif pour le nettoyage de la tuyauterie en cuivre (ou équivalent),	X	X	
- d'un étau pour l'épreuve de soudure,	X	X	
- d'une pince en fer et d'une tenaille pour visualiser la soudure,	X	X	
- d'évaseurs de tube.	X	X	
<i>Dérogation : Le centre d'examen imposant aux candidats de disposer du petit matériel correspondant peut être dispensé de devoir lui même disposer de ce matériel.</i>			

Le nombre d'équipements est tel que chaque candidat puisse réaliser individuellement l'épreuve de manipulation des agents réfrigérants et l'épreuve de montage et test de pression. Etant donné que de façon générale la moitié des candidats effectue l'épreuve de manipulation des agents réfrigérants pendant que l'autre moitié effectue l'épreuve de montage et test de pression, puis inversement, le nombre d'équipements devra normalement être équivalent à la moitié du nombre de candidats passant simultanément l'examen.

## II. RECONNAISSANCE DES CENTRES D'EXAMEN DES COMPETENCES ENERGETIQUES

### **Jury d'examen**

Le centre d'examen doit constituer un jury répondant aux critères définis au point I. A. ou être composé de spécialistes en énergétique relative aux systèmes de climatisation sous la présidence d'un ingénieur de grade civil, industriel ou technicien ou d'une personne qui peut apporter la preuve d'un minimum de trois années d'expérience dans le domaine de l'énergétique relative aux systèmes de climatisation.

Les membres du jury détiennent un certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation valide. Cette disposition n'est applicable qu'un an après que le premier centre d'examen a été reconnu.

### **Organisation des examens**

Le centre d'examen doit posséder des procédures relatives aux examens, contenant :

- la procédure du choix des questions et exercices pratiques pour les examens,
- la liste de toutes les questions possibles qui pourront être posées aux candidats lors de l'examen,
- une grille d'évaluation chiffrée relativement à l'évaluation des candidats et correspondant aux questions d'examen.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 18 octobre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

## Annexe 4

Annexe XV à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Annexe XV : Modèles d'attestation de réussite de l'examen en technique frigorifique et de certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation

## I. Attestation de réussite de l'examen en technique frigorifique

<i>LOGO</i>	« Coordonnées du centre d'examen » : - dénomination; - numéro de reconnaissance par la Région wallonne; - adresse; - numéro de téléphone; - numéro de télécopie; - courriel.	
<b>Attestation de réussite d'un examen en technique frigorifique</b>		
Délivrée en application de l'article 34. de l'arrêté du 12 juillet 2007 du Gouvernement wallon tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.		
Numéro d'attestation : (1)/(2)		
Délivré à M. ....		
Né le ...../...../..... à .....		
Catégorie d'examen relatif à la certification : .....(3).		
Délivré à ....., le .....		
Pour le Jury,	Le titulaire,	Le Directeur,
(*) Barrer la mention inutile		
(1) Numéro de reconnaissance par la Région wallonne du centre d'examen.		
(2) Numérotation d'attestation effectuée dans un ordre croissant.		
(3) I, ou II, ou III, ou IV		

## II. Certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation

<i>LOGO</i>	« Coordonnées du centre d'examen, du centre de formation ou de l'établissement d'enseignement » : - dénomination; - numéro de reconnaissance par la Région wallonne; - adresse; - numéro de téléphone; - numéro de télécopie; - courriel.	
<b>Certificat pour l'inspection énergétique des systèmes de climatisation</b>		
Délivrée en application de l'article 55 de l'arrêté du 12 juillet 2007 du Gouvernement wallon tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.		
Numéro du Certificat : (1)/(2)		
Délivré à M. ....		
Né le ...../...../..... à .....		
Délivré à ....., le .....		
Pour le Jury,	Le titulaire,	Le Directeur,

(\*) Barrer la mention inutile

(1) Numéro de reconnaissance par la Région wallonne du centre d'examen, du centre de formation ou de l'établissement d'enseignement.

(2) Numérotation du certificat effectuée dans un ordre croissant.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 18 octobre 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

#### Annexe 5

Annexe XVI à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

#### Annexe XVI : Modèle d'attestation de mise à niveau

<i>LOGO</i>	« Coordonnées du centre d'examen » : - dénomination; - numéro de reconnaissance par la Région wallonne; - adresse; - numéro de téléphone; - numéro de téléfax; - courriel.	
<b>Attestation de mise à niveau d'un certificat de catégorie ....(2) .....</b>		
Délivrée en application l'article 48 de l'arrêté du 12 juillet 2007 du Gouvernement wallon tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.		
Numéro d'attestation : (1)/(2)/(3)		
Délivré à M. ....		
Né le .... / .... / .... à .....		
N° du certificat vis-à-vis duquel l'examen de mise à niveau a été sollicité : .....		
Date de délivrance de ce certificat : .....		
Délivré à ....., le .....		
Pour le Jury,	Le titulaire,	Le Directeur,
<p>(*) Barrer la mention inutile  (1) Numéro de reconnaissance par la Région wallonne du centre d'examen.  (2) I, ou II, ou III, ou IV.  (3) Numérotation de l'attestation effectuée dans un ordre croissant.</p>		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 tendant à prévenir la pollution lors de l'installation et la mise en service des équipements frigorifiques fixes contenant de l'agent réfrigérant fluoré, ainsi qu'en cas d'intervention sur ces équipements, et à assurer la performance énergétique des systèmes de climatisation.

Namur, le 18 octobre 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

N. 2012 — 3426

[C — 2012/27162]

**18. OKTOBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, Artikel 1, 2°, 4° und 5°, in seiner durch das Dekret vom 27. Oktober 2011 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme;

Aufgrund des am 20. Juni 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 12. Juli 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 12. September 2012 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 51.850/2/V;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Mai 2006 über bestimmte fluorierte Treibhausgase;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 303/2008 der Kommission vom 2. April 2008 zur Festlegung – gemäß der Verordnung (EG) Nr. 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates – der Mindestanforderungen für die Zertifizierung von Unternehmen und Personal in Bezug auf bestimmte fluorierte Treibhausgase enthaltende ortsfeste Kälteanlagen, Klimaanlage und Wärmepumpen sowie der Bedingungen für die gegenseitige Anerkennung der diesbezüglichen Zertifikate;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 1005/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. September 2009 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen;

In Erwägung der Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden, insbesondere der Artikel 15 "Inspektion von Klimaanlage", 17 "Unabhängiges Fachpersonal" und 18 "Unabhängiges Kontrollsystem";

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt und des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) Punkt 1° wird durch den folgenden Satz ergänzt: "Klimatisierungssysteme und Wärmepumpen werden als Kühlanlagen betrachtet.;"

b) Punkt 5° wird durch Folgendes ersetzt:

«5° fluoriertes Kühlmittel: die in Anhang I der Verordnung (EG) Nr. 842/2006 erwähnten fluorierten Treibhausgase und die Zubereitungen, die diese Stoffe enthalten, sowie die geregelten Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen und in Anhang I der Verordnung (EG) Nr. 1005/2009 angeführt sind.;"

c) Punkt 7° wird durch Folgendes ersetzt:

«7° zertifizierter Techniker: jede natürliche Person, die gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zertifiziert ist.;"

d) Punkt 10° wird durch Folgendes ersetzt:

«10° gesamte und sektorbezogene Bedingungen vom 12. Juli 2007: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeerzeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren.;"

e) Punkt 11° wird gestrichen;

f) Punkt 12° wird durch Folgendes ersetzt:

«12° Nennmasse von Kühlmittel: Masse von Kühlmittel, die eine Kühlanlage enthält, um unter den Bedingungen, für die sie entworfen ist, zu funktionieren.

Dieser Wert:

a) entspricht entweder der bei der ersten Inbetriebnahme zugeführten Menge. Wenn die Gesamtheit des Kühlmittels oder ein Teil davon bereits beim Hersteller geladen worden ist, wird dieser Anteil bei der Schätzung der Nennmasse von Kühlmittel berücksichtigt;

b) oder er wird bestimmt, indem die Kühlanlage entleert und wieder aufgefüllt wird, wobei die das Gas enthaltenden Flaschen vor und nach dem Vorgang gewogen werden, oder indem eine andere Methode angewendet wird, welche die Bestimmung der Nennmasse von Kühlmittel mit gleicher Genauigkeit ermöglicht.;"

g) Punkt 16° wird durch Folgendes ersetzt:

«16° Kontrollbuch: die in Artikel 3, § 6 der Verordnung (EG) 842/2006 und in Artikel 23, § 3 der Verordnung (EG) 1005/2009 erwähnten, von den Betreibern geführten Aufzeichnungen.;"

h) Punkt 21° wird gestrichen;

i) Punkt 22° wird durch Folgendes ersetzt:

«22° DGOARNE: die "Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement" (operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.;"

j) Punkt 23° wird durch Folgendes ersetzt:

«23° Generaldirektor: der Generaldirektor der DGOARNE oder sein Beauftragter.;"

k) Punkt 25° wird durch Folgendes ersetzt:

«25° mit der Überwachung beauftragte Beamte: die Bediensteten, die auf der Grundlage von Teil VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches bezeichnet werden, um die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass zu ermitteln und festzustellen;»;

1) Artikel 1 wird mit den Punkten 26° bis 35° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«26° Arbeiten an ortsfesten Kühlanlagen: die folgenden Tätigkeiten, mit Ausnahme von den innerhalb der Anlagen des Herstellers durchgeführten Herstellungs- und Reparaturtätigkeiten:

a) die Installation;

b) die Instandhaltung oder die Reparatur;

c) die Dichtheitskontrolle von Anlagen mit mindestens 3 kg fluoriertem Kühlmittel und von Anlagen mit mindestens 6 Kg fluoriertem Kühlmittel in hermetisch geschlossenen Systemen, die als solche gekennzeichnet sind;

d) die Rückgewinnung;

27° Installation: die Verbindung von mindestens zwei Teilen von Einrichtungen oder Kreisläufen, die fluorierte Kühlmittel enthalten oder dazu bestimmt sind, fluorierte Kühlmittel zu enthalten, zwecks Montage eines Systems am Ort seines künftigen Betriebs, einschließlich der Verfahrensschritte, mit denen die Kühlmittelleitungen eines Systems zur Schließung eines Kältekreislaufs miteinander verbunden werden, und zwar ungeachtet, ob das System nach der Montage befüllt werden muss oder nicht;

28° Instandhaltung oder Reparatur: sämtliche Tätigkeiten, mit Ausnahme von Rückgewinnungstätigkeiten und Dichtheitskontrollen, die einen Eingriff in die fluorierte Kühlmittel enthaltenden oder dafür bestimmten Kreisläufe erfordern, insbesondere das Befüllen des Systems mit fluorierten Kühlmitteln, die Demontage eines oder mehrerer Kreislauf- oder Geräteteile, die Wiedermontage zweier oder mehrerer Kreislauf- oder Geräteteile und die Reparatur von Leckstellen;

29° Rückgewinnung: die Entnahme und Lagerung:

a) von fluorierten Kühlmitteln;

b) von Ölen aus fluorierte Kühlmittel enthaltenden Kältekreisläufen;

c) und von Wärme- oder Kälteflüssigkeiten aus fluorierte Kühlmittel enthaltenden Kühlanlagen;

30° Zertifikat der Kategorie I: Unterlage zur Bescheinigung, dass der Inhaber die Bedingungen erfüllt, um alle unter Punkt 26° vorgesehenen Tätigkeiten ausüben zu dürfen;

31° Zertifikat der Kategorie II: Unterlage zur Bescheinigung, dass der Inhaber die Bedingungen erfüllt, um diejenigen Tätigkeiten ausüben zu dürfen:

a) die unter Punkt 26°, c) vorgesehen sind, sofern in den fluorierte Kühlmittel enthaltenden Kältekreislauf nicht eingegriffen wird

b) die unter Punkt 26°, a), b) und d) vorgesehen sind, sofern sie Kühlanlagen mit weniger als 3 Kg fluoriertem Kühlmittel oder, soweit es sich um hermetisch geschlossene Systeme handelt, die als solche gekennzeichnet sind, mit weniger als 6 Kg fluoriertem Kühlmittel betreffen;

32° Zertifikat der Kategorie III: Unterlage zur Bescheinigung, dass der Inhaber die Bedingungen erfüllt, um die unter Punkt 26°, d) vorgesehenen Tätigkeiten ausüben zu dürfen, sofern sie Kühlanlagen mit weniger als 3 Kg fluoriertem Kühlmittel oder, soweit es sich um hermetisch geschlossene Systeme handelt, die als solche gekennzeichnet sind, mit weniger als 6 Kg fluoriertem Kühlmittel betreffen;

33° Zertifikat der Kategorie IV: Unterlage zur Bescheinigung, dass der Inhaber die Bedingungen erfüllt, um die unter Punkt 26°, c) vorgesehenen Tätigkeiten ausüben zu dürfen, sofern in den fluorierte Kühlmittel enthaltenden Kältekreislauf nicht eingegriffen wird;

34° AWAC: die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Wallonische Luft- und Klimaagentur);

35° Vorsitzender: der Vorsitzende des Direktionsorgans der AWAC oder sein Beauftragter.».

**Art. 2** - In den Artikeln 2, 12, 18, 24, 43 und 47 sowie in Anlage X desselben Erlasses wird der Wortlaut "spezialisierte(n) Kältetechniker(n)" jeweils durch den Wortlaut "zertifizierte(n) Techniker(n)" ersetzt.

**Art. 3** - In den Artikeln 10, 15, 17, 18, 19, 20, 21 und 24 sowie in den Anlagen V, VI und VIII desselben Erlasses wird der Wortlaut "spezialisierte(r/n) Kältetechniker(s)" jeweils durch den Wortlaut "zertifizierte(r/n) Techniker(s)" ersetzt.

**Art. 4** - In den Artikeln 4, 5, 7, 8, 9, 12, 27, 29, 30, 31, 32, 33, 35, 47, 54 und 56 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Generaldirektor" jeweils durch den Wortlaut "Vorsitzende(n)" ersetzt.

**Art. 5** - In den Artikeln 12, 30 und 58 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt" jeweils durch den Wortlaut "AWAC" ersetzt.

**Art. 6** - In den Artikeln 20, 22 und 23 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt" jeweils durch den Wortlaut "DGOARNE" ersetzt.

**Art. 7** - In denselben Erlass wird ein Artikel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 1/1 – Zweck des vorliegenden Erlasses ist die Durchführung:

1° der Verordnung (EG) Nr. 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Mai 2006 über bestimmte fluorierte Treibhausgase, nachstehend "Verordnung (EG) Nr. 842/2006" genannt;

2° der Verordnung (EG) Nr. 303/2008 der Kommission vom 2. April 2008 zur Festlegung – gemäß der Verordnung (EG) Nr. 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates – der Mindestanforderungen für die Zertifizierung von Unternehmen und Personal in Bezug auf bestimmte fluorierte Treibhausgase enthaltende ortsfeste Kälteanlagen, Klimaanlage und Wärmepumpen sowie der Bedingungen für die gegenseitige Anerkennung der diesbezüglichen Zertifikate, nachstehend "Verordnung (EG) Nr. 303/2008" genannt;



3° der Verordnung (EG) Nr. 1005/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. September 2009 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen, nachstehend "Verordnung (EG) Nr. 1005/2009" genannt.».

**Art. 8** - In Artikel 2 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) In § 1 wird Punkt 1° durch Folgendes ersetzt:

«1° der Umweltverschmutzung, die bei oder infolge von den folgenden Tätigkeiten entstehen kann, vorzubeugen:

- Arbeiten an ortsfesten Kühlanlagen, die fluorierte Kühlmittel enthalten oder enthalten können;
- die Vorgänge zur Entsorgung der Abfälle, die aus den unter Punkt a) erwähnten Arbeiten resultieren;»;

b) In § 1, 2° wird der Satz "Die Kühlanlagen mit hermetischem Kreislauf, die weniger als drei Kg fluoriertes Kühlmittel enthalten, sind aus dem Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses ausgeschlossen." gestrichen;

c) In § 2 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

«Um jedes Risiko eines Ausstoßes von fluorierten Kühlmitteln zu vermeiden, sind die in § 1, 1°, a) erwähnten Arbeiten nur durch eine Person durchzuführen, die:

1° die Eigenschaft eines zertifizierten Technikers besitzt und über das Zertifikat jener Kategorie, die den durch sie durchgeführten Arbeiten entspricht, verfügt;

2° im Namen und für Rechnung eines spezialisierten Betriebs für Kältetechnik arbeitet, soweit es sich um eine in Artikel 1, 26°, a) oder b) erwähnte Tätigkeit handelt.»;

d) In § 2 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

«Absatz 1 findet auf Personen, die eine oder mehrere der in Artikel 4, § 3 der Verordnung (EG) Nr. 303/2008 erwähnten Tätigkeiten ausüben, keine Anwendung.»;

e) In § 2, Absatz 3 wird der Buchstabe "e" durch den Buchstaben "b)" ersetzt.

**Art. 9** - In Artikel 3 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) In Absatz 1 wird der Wortlaut ", der die in Artikel 1, 26°, a) und b) erwähnten Tätigkeiten ausübt," zwischen den Wortlaut "muss der Betrieb für Kältetechnik" und den Wortlaut "folgenden Bedingungen genügen:" eingefügt;

b) In Absatz 1 wird Punkt 4° durch Folgendes ersetzt:

«eine zur Deckung des erwarteten Tätigkeitsvolumens ausreichende Zahl an zertifizierten Technikern beschäftigen, um die in Artikel 1, 26° erwähnten Arbeiten durchzuführen;»;

c) In Absatz 1, 6° wird der Wortlaut "oder sich verpflichten, einen Versicherungsvertrag abzuschließen" gestrichen;

d) Absatz 1 wird mit einem Punkt 7° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«7° dem zertifizierten Personal, das die in Artikel 1, 26° erwähnten Tätigkeiten ausübt, alle technischen Mindestausrüstungen, die in der Anlage II angeführt sind, in gutem Betriebszustand zugänglich machen, sowie alle erforderlichen Verfahren.»;

e) Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

«Absatz 1, 4° findet auf Personen, die eine oder mehrere der in Artikel 4, § 3 der Verordnung (EG) Nr. 303/2008 erwähnten Tätigkeiten ausüben, keine Anwendung.».

**Art. 10** - In Artikel 4 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) In § 1 wird der Wortlaut "dessen Muster in der Anlage I steht" durch den Wortlaut "das auf der Webseite der AWAC zur Verfügung steht" ersetzt;

b) § 1 wird mit einem Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Insbesondere fügt der Antragsteller die folgenden Unterlagen seinem Antrag bei:

1° den Nachweis, dass der Betrieb für Kältetechnik eine zur Deckung des erwarteten Tätigkeitsvolumens ausreichende Zahl an zertifizierten Technikern beschäftigt, um die in Artikel 1, 26° erwähnten Tätigkeiten durchzuführen;

2° den Nachweis, dass dem Personal, das die in Artikel 1, 26° erwähnten Tätigkeiten ausübt, die technische Mindestausrüstung und alle erforderlichen Verfahren zugänglich sind;»;

c) In § 2 der französischen Fassung wird das Wort "la" zwischen dem Wort "de" und dem Wort "celle-ci" gestrichen;

d) § 5 wird mit einem Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Der Gewährungsbeschluss ist mit einem gemäß Artikel 8 der Verordnung (EG) Nr. 303/2008 ausgestellten Zertifikat gleichwertig.».

**Art. 11** - In denselben Erlass wird ein Artikel 4/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 4/1 – Die Zulassung wird auf unbestimmte Zeit gewährt.».

**Art. 12** - In Artikel 5 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut "dessen Muster in der Anlage XIV steht" durch den Wortlaut "das auf der Webseite der AWAC zur Verfügung steht" ersetzt;

2° In Absatz 2 wird der Wortlaut "bei der Post aufgegebenen" gestrichen.

**Art. 13** - In Kapitel I desselben Erlasses wird Abschnitt 4, der den Artikel 6 enthält, außer Kraft gesetzt.

**Art. 14** - In Artikel 9 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 2 wird der Wortlaut "dessen Muster in der Anlage XIV steht" durch den Wortlaut "das auf der Webseite der AWAC zur Verfügung steht" ersetzt;

2° In Absatz 3 wird der Wortlaut "bei der Post aufgegebenen" gestrichen.

**Art. 15** - In Kapitel II desselben Erlasses wird ein Abschnitt 6, der den Artikel 9/1 enthält, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

## «Abschnitt 6 – Anerkennung von Zertifikaten aus anderen Regionen oder Staaten.

Art. 9/1 – Unternehmen, denen ein gültiges Zertifikat in einer anderen Region Belgiens oder in einem Staat des europäischen Wirtschaftsraums gemäß Artikel 8 der Verordnung (EG) Nr. 303/2008 ausgestellt wurde, gelten als Inhaber der Zulassung in Bezug auf die im Zertifikat erwähnten Tätigkeiten, sofern sie der AWAC folgende Unterlagen zukommen lassen:

1° eine Kopie des Zertifikats;

2° eine Kopie der dem Personal gemäß Artikel 5 der Verordnung (EG) Nr. 303/2008 ausgestellten Zertifikate, soweit diese diejenigen Techniker betreffen, die auf dem Gebiet der Region zum Einsatz kommen sollen.

Die Unternehmen legen eine französische Übersetzung der in einem anderen Staat des europäischen Wirtschaftsraums ausgestellten Zertifikate vor, wenn diese in einer anderen Sprache als dem Französischen oder dem Englischen erstellt wurden.».

**Art. 16** - In Artikel 10 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) In der Einleitung des 1. Absatzes wird der Wortlaut "Artikel 2, § 1" durch den Wortlaut "Artikel 1, 26°" ersetzt;

b) In Absatz 1, 2° wird der Wortlaut "Regel der guten fachlichen Praxis, die von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt anerkannt ist" durch den Wortlaut "entsprechende Regel der guten fachlichen Praxis" ersetzt;

c) Absatz 2 wird außer Kraft gesetzt;

d) In Absatz 3, der zum Absatz 2 wird, wird der Wortlaut "Nummer der Umweltbescheinigung für Kältetechnik" durch den Wortlaut "Zertifikatnummer des zertifizierten Technikers" ersetzt.

**Art. 17** - Artikel 11 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 18** - In Artikel 12, § 4 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Nummer der Umweltbescheinigung für Kältetechnik" durch den Wortlaut "Zertifikatnummer jedes zertifizierten Technikers" ersetzt.

**Art. 19** - Artikel 13 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 13 – Die spezialisierten Betriebe für Kältetechnik:

1° sollen während der gesamten Dauer ihrer Zulassung deren Gewährungsbedingungen beachten;

2° sollen der AWAC auf einfachen Antrag alle angeforderten Auskünfte mitteilen;

3° sollen den mit der Überwachung beauftragten Beamten sowie dem Personal, das für Rechnung einer in Artikel 58/2 erwähnten akkreditierten Kontrollstelle arbeitet, den Zugang zu den Räumlichkeiten und den Nachschlag in allen nützlichen Dokumenten für die Überprüfung der Beachtung aller Zulassungsbedingungen erlauben.»

**Art. 20** - Artikel 14 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 14 – Bei einem Eingriff an einer eingestuften Anlage schreibt der zertifizierte Techniker einen Eintrag in das Kontrollbuch.».

**Art. 21** - In Artikel 15 desselben Erlasses wird der Wortlaut "in Artikel 13 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeezeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren," durch den Wortlaut "in den gesamten und sektorbezogenen Bedingungen vom 12. Juli 2007 festgelegten maximalen Werte" ersetzt.

**Art. 22** - Artikel 16 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 16 – Die Dichtheitskontrolle von ortsfesten Kühlanlagen, die geregelte Stoffe enthalten oder enthalten können, die zum Abbau der Ozonschicht führen, wird gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1516/2007 der Kommission vom 19. Dezember 2007 zur Festlegung der Standardanforderungen an die Kontrolle auf Dichtheit von ortsfesten Kälte- und Klimaanlage sowie von Wärmepumpen, die bestimmte fluorierte Treibhausgase enthalten, gemäß der Verordnung (EG) Nr. 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates, durchgeführt.»

**Art. 23** - In Artikel 17, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der ortsfesten Kälte- und Wärmeezeugungsanlagen, die mit einem Kältekreislauf funktionieren, der Verordnung (EG) Nr. 2037/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. Juni 2000 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen, oder der Verordnung (EG) Nr. 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Mai 2006 über bestimmte fluorierte Treibhausgase" durch den Wortlaut "der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen vom 12. Juli 2007, der Verordnung (EG) Nr. 1005/2009 oder der Verordnung (EG) Nr. 842/2006" ersetzt.

**Art. 24** - In denselben Erlass wird ein Kapitel IV/1, der die Artikel 24/1 bis 24/9 enthält, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

*"KAPITEL IV/1 – Zertifizierung der Techniker*

*Abschnitt 1 – Zertifizierungsbedingungen*

Art. 24/1 – Um zertifiziert zu werden, muss jede Person den folgenden Bedingungen genügen:

1° Inhaber einer Abschlussbescheinigung der in Artikel 25 erwähnten Prüfung sein, deren Niveau der Kategorie des beantragten Zertifikats entspricht;

2° innerhalb eines bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen ("Banque-Carrefour des Entreprises") eingetragenen Unternehmens als Lohnempfänger oder als Selbstständiger tätig sein.

*Abschnitt 2 – Verfahren zur Gewährung des Zertifikats*

Art. 24/2 – § 1. Der Antragsteller reicht seinen Zertifizierungsantrag mittels eines Formulars ein, das auf der Webseite der AWAC zur Verfügung steht, und übermittelt es dem Vorsitzenden per Einschreibebrief oder gibt es ihm gegen Empfangsbestätigung ab.

Der Antragsteller fügt die folgenden Unterlagen seinem Antrag bei:

1° die Abschlussbescheinigung der in Artikel 25 erwähnten Prüfung;

2° eine Unterlage zur Bescheinigung, dass er innerhalb eines bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen ("Banque-Carrefour des Entreprises") eingetragenen Unternehmens als Lohnempfänger oder als Selbstständiger tätig ist.

§ 2. Der Vorsitzende stellt dem Antragsteller seinen Beschluss über den vollständigen und zulässigen Charakter des Antrags innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag des Eingangs dieses Antrags zu.

§ 3. Wenn der Antrag unvollständig ist, gibt der Vorsitzende dem Antragsteller die fehlenden Auskünfte oder Unterlagen an. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der zusätzlichen Auskünfte bzw. Dokumente stellt der Vorsitzende dem Antragsteller seinen Beschluss über den vollständigen und zulässigen Charakter des Antrags zu.

§ 4. Der Vorsitzende stellt dem Antragsteller seinen Zertifizierungs- bzw. Ablehnungsbeschluss per Einschreibebrief innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Tag, an dem er seinen den vollständigen und zulässigen Charakter des Antrags bestätigenden Beschluss zugestellt hat, zu.

Das Zertifikat wird gemäß Artikel 5 der Verordnung (EG) Nr. 303/2008 erstellt.

#### *Abschnitt 3 — Dauer, Abänderung und Verlängerung der Zertifizierung*

Art. 24/3 – Das Zertifikat wird für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Tag der erfolgreichen Ablegung der Prüfung, die zur Erstellung der in Artikel 25 erwähnten Bescheinigung geführt hat, gewährt.

Art. 24/4 – Artikel 24/1 und 24/2 sind auf einen Antrag auf Erneuerung des Zertifikats anwendbar.

Dem Antragsformular wird die in Artikel 48 erwähnte Bescheinigung der Ausbildung und der Angleichungsprüfung beigefügt.

Art. 24/5 – Innerhalb eines Monats teilt der zertifizierte Techniker jede Abänderung bezüglich seiner Zertifizierung der AWAC per Einschreibebrief mit.

#### *Abschnitt 4 – Aufhebung und Entzug der Zertifizierung*

Art. 24/6 – Der Vorsitzende kann die Zertifizierung aufheben bzw. entziehen, wenn der zertifizierte Techniker:

1° den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zuwiderhandelt;

2° die Kontrolle seiner Aktivitäten durch die mit der Überwachung beauftragten Beamten behindert.

Art. 24/7 – § 1. Wenn der Vorsitzende die Aufhebung oder den Entzug der Zertifizierung beabsichtigt, setzt er den betroffenen Techniker per Einschreibebrief davon in Kenntnis. Im Aufhebungs- bzw. Entzugsvorschlag werden die Gründe dafür angegeben.

Der zertifizierte Techniker verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Aufhebungs- bzw. Entzugsvorschlags, um dem Vorsitzenden seine Bemerkungen schriftlich zukommen zu lassen.

Er wird auf seinen Antrag hin ebenfalls angehört.

§ 2. Der Vorsitzende befindet innerhalb einer Frist von dreißig Tagen entweder:

1° ab dem Eingang der in § 1, Absatz 2 erwähnten Bemerkungen oder in Ermangelung davon ab dem Ablauf der in demselben Absatz erwähnten Frist von dreißig Tagen;

2° oder ab der in § 1, Absatz 3 erwähnten Anhörung, wenn sie stattfindet.

Der Beschluss wird dem betroffenen zertifizierten Techniker und ggf. dem ihn beschäftigenden Unternehmen per Einschreibebrief zugestellt.

§ 3. Im Falle eines Entzugs der Zertifizierung muss der Techniker der AWAC das Original und die etwaigen gleichlautend genehmigten Kopien des besagten Zertifikats innerhalb von vierzehn Tagen nach der Zustellung des Beschlusses zurückgeben.

§ 4. Der Vorsitzende kann im besonders begründeten Notfall die Zertifizierung fristlos aufheben.

Art. 24/8 – Ein Einspruch gegen die Beschlüsse zur Aufhebung bzw. zum Entzug der Zertifizierung kann vom betroffenen zertifizierten Techniker beim Minister eingereicht werden.

Der zertifizierte Techniker reicht seinen Einspruch mittels eines Formulars ein, dessen Muster auf der Webseite der AWAC zur Verfügung steht, und übermittelt es dem Vorsitzenden per Einschreibebrief oder gibt es ihm gegen Empfangsbestätigung innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des angefochtenen Beschlusses ab.

Der Beschluss des Ministers wird dem Antragsteller innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs per Einschreibebrief zugestellt.

Außer in dem in Artikel 8, § 4 erwähnten Fall hat der Einspruch aufhebende Wirkung.

#### *Abschnitt 5 – Anerkennung von Zertifikaten aus anderen Regionen oder Staaten*

Art. 24/9 – Personen, denen ein gültiges Zertifikat in einer anderen Region Belgiens oder in einem Staat des europäischen Wirtschaftsraums gemäß Artikel 5 der Verordnung (EG) Nr. 303/2008 ausgestellt wurde, gelten als Inhaber des Zertifikats in Bezug auf die im Zertifikat erwähnten Tätigkeiten.

Die in Absatz 1 erwähnte Person, die nicht innerhalb eines Unternehmens, das als gemäß Artikel 9/1 zugelassen gilt, tätig ist, lässt der AWAC folgende Unterlagen zukommen:

1° eine Kopie ihres Zertifikats und ggf. eine französische Übersetzung des in einem anderen Staat des europäischen Wirtschaftsraums ausgestellten Zertifikats, wenn dieses in einer anderen Sprache als dem Französischen oder dem Englischen erstellt wurde;

2° den Nachweis, dass sie innerhalb eines bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen ("Banque-Carrefour des Entreprises") eingetragenen Unternehmens als Lohnempfängerin oder als Selbstständige diejenigen Tätigkeiten ausübt, für die sie zertifiziert wurde.

**Art. 25** - In demselben Erlass wird die Überschrift des Kapitels V durch Folgendes ersetzt:

*"KAPITEL V – Prüfungszentren"*

**Art. 26** - Artikel 25 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 25 – Die Abschlussbescheinigungen einer Prüfung betreffend die in Artikel 1, 26° erwähnten Tätigkeiten werden von einem Prüfungszentrum, das durch den Vorsitzenden anerkannt wurde, ausgestellt.

Die Abschlussbescheinigungen bestätigen die erfolgreiche Ablegung einer Prüfung, die der vom Techniker beantragten Kategorie entspricht, dies gemäß den Bestimmungen der Anlage XI, I.

Der Minister kann zusätzliche Bestimmungen festsetzen.».

**Art. 27** - Artikel 26 desselben Erlasses wird durch einen Punkt 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«4° wenigstens Prüfungen der Kategorien I, III und IV oder nur II oder nur IV durchführen.».

**Art. 28** - In Artikel 27 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 wird der Wortlaut "in der Anlage XIII steht" durch den Wortlaut "auf der Webseite der AWAC zur Verfügung steht" ersetzt;

2° In § 5 wird der Wortlaut "bei der Post aufgegebenen" gestrichen;

3° § 5 wird mit einem Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«In der Anerkennung werden die Ausbildungs- und Prüfungskategorien angegeben, für die das Prüfungszentrum anerkannt ist.»

**Art. 29** - In Artikel 29 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut "in der Anlage XIV steht" durch den Wortlaut "auf der Webseite der AWAC zur Verfügung steht" ersetzt;

2° In Absatz 2 wird der Wortlaut "bei der Post aufgegebenen" gestrichen.

**Art. 30** - In Artikel 31 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut "in der Anlage XIV steht" durch den Wortlaut "auf der Webseite der AWAC zur Verfügung steht" ersetzt;

2° In Absatz 2 wird der Wortlaut "bei der Post aufgegebenen" gestrichen.

**Art. 31** - In demselben Erlass wird die Überschrift des Abschnitts 3 in Kapitel V durch Folgendes ersetzt:

*"Abschnitt 3 – Prüfung und Ausstellung der Abschlussbescheinigungen"*

**Art. 32** - In Artikel 34 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut "die Umweltbescheinigung für Kältetechnik" durch den Wortlaut "eine Abschlussbescheinigung der Prüfung" ersetzt.

2° In Absatz 2 wird das Wort "Bescheinigung" durch das Wort "Abschlussbescheinigung" ersetzt.

**Art. 33** - In Artikel 35 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) In § 1, Absatz 2 wird Punkt 4° durch Folgendes ersetzt:

«4° die Liste der Kandidaten, die die Abschlussbescheinigung erhalten haben;»;

b) § 1, Absatz 2 wird mit einem Punkt 6° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«6° die Kategorie des Zertifikats: I, II, III, oder IV.»;

c) § 2 wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 34** - In Kapitel V desselben Erlasses wird Abschnitt 4, der die Artikel 37 bis 41 enthält, außer Kraft gesetzt.

**Art. 35** - In demselben Erlass wird die Überschrift des Abschnitts 5 in Kapitel V durch Folgendes ersetzt:

*"Abschnitt 5 – Ausbildung und Angleichungsprüfung"*

**Art. 36** - Artikel 42 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 42 – Vor dem Ablauf seines Zertifikats kann der zertifizierte Techniker an einer Ausbildung teilnehmen, und legt eine Angleichungsprüfung ab, die der Kategorie seines Zertifikats entspricht.

Die Angleichungsprüfungen bestehen hauptsächlich in der Überprüfung, dass die zertifizierten Techniker über eine genügende Kenntnis der Regelung bezüglich ihres Zertifikats verfügen.».

**Art. 37** - Artikel 43 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 43 – Die in Artikel 42 erwähnten Ausbildungen und Angleichungsprüfungen werden durch die in Artikel 25 erwähnten Prüfungszentren organisiert.

Der Inhalt und die Modalitäten der Ausbildungen und Angleichungsprüfungen werden durch die Prüfungszentren und die AWAC im Einvernehmen bestimmt.».

**Art. 38** - Artikel 44 und 45 desselben Erlasses werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 39** - In Artikel 46 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

«Um die durch das Organisieren der Ausbildungen und Angleichungsprüfungen verursachten Kosten zu decken, kann das Prüfungszentrum eine Anmeldegebühr von den Kandidaten verlangen.».

**Art. 40** - In Artikel 47 desselben Erlasses wird das Wort "Weiterbildungszentrum" durch das Wort "Prüfungszentrum" ersetzt.

**Art. 41** - Artikel 48 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 48 – Den zertifizierten Technikern, die die Angleichungsprüfung bestanden haben, stellt das Prüfungszentrum eine Angleichungsbescheinigung aus, die gemäß dem in der Anlage XVI angegebenen Muster erstellt wird."

**Art. 42** - Artikel 49 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 49 – Quartalsweise meldet das Prüfungszentrum der AWAC in elektronischer Form die Namen und Bescheinigungsnummern der zertifizierten Techniker, die eine Ausbildung absolviert oder eine Angleichungsprüfung bestanden haben. Diese Meldung wird spätestens einen Monat nach dem Ende des betroffenen Quartals vorgenommen.

Das EDV-Format wird den Prüfungszentren auf der Webseite der AWAC zur Verfügung gestellt.».

**Art. 43** - In Kapitel V desselben Erlasses wird Abschnitt 6, der die Artikel 50 bis 53 enthält, außer Kraft gesetzt.

**Art. 44** - In Artikel 56 desselben Erlasses wird Absatz 2 außer Kraft gesetzt.

**Art. 45** - In Artikel 57 desselben Erlasses wird der Wortlaut "50 bis 53" durch den Wortlaut "24/6 bis 24/8" ersetzt.

**Art. 46** - In demselben Erlass wird ein Kapitel VI/1, der die Artikel 58/1 und 58/2 enthält, mit folgendem Wortlaut eingefügt:



«KAPITEL VI/1 – Kontrolle der zugelassenen Unternehmen, der Arbeit der zertifizierten Techniker und der Arbeit der Sachverständigen für Energie-Klimatisierung durch eine benannte akkreditierte Kontrollstelle

Art. 58/1 – Im vorliegenden Kapitel wird die Richtlinie 2010/31/EG des europäischen Parlaments und des Rats vom 19. Mai 2010 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden teilweise umgesetzt.

Art. 58/2 – § 1. Zu jeder Zeit kann der Vorsitzende:

1° eine Kühlanlage, die kontrolliert oder in Anwendung der sektorbezogenen und gesamten Bedingung vom 12. Juli 2007 einer energietechnischen Inspektion der Klimatisierungssysteme unterzogen wurde, einer Kontrolle durch eine akkreditierte Kontrollstelle unterziehen, die gemäß den in Sachen öffentliche Aufträge anwendbaren Bestimmungen benannt wurde.

Die Kontrolle betrifft die Konformität der von spezialisierten Betrieben für Kältetechnik und zertifizierten Technikern geleisteten Einsätze im Verhältnis zu den Anforderungen, die im vorliegenden Erlass festgesetzt werden;

2° die Übereinstimmung der spezialisierten Betriebe für Kältetechnik mit der Beachtung der Zulassungsbedingungen sowie mit der Einhaltung der Verpflichtungen zu Lasten dieser Betriebe und der zertifizierten Techniker durch eine akkreditierte Kontrollstelle, so wie sie im vorigen Absatz erwähnt ist, überprüfen lassen.

§ 2. Um in Anwendung von § 1 benannt zu werden, muss die akkreditierte Kontrollstelle die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° als Kontrollstelle des Typs A auf der Grundlage der Kriterien der NBN - EN ISO/IEC 17020: Critères généraux pour le fonctionnement de différents types d'organismes procédant à l'inspection (ISO/IEC 17020:1998) (Allgemeine Kriterien für die Arbeitsweise der verschiedenen Inspektionseinrichtungen (ISO/IEC 17020:1998)), 1. Auflage, November 2004 oder ihrer letzten überarbeiteten Fassung für die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Tätigkeiten durch eine nationale Akkreditierungsstelle im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 des europäischen Parlaments und des Rates über die Vorschriften für die Akkreditierung und Marktüberwachung im Zusammenhang mit der Vermarktung von Produkten und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 339/93 des Rates akkreditiert sein.

2° zu ihrem Personal Kontrolleure zählen, die Inhaber eines Zertifikats sind, dessen Kategorie der Art der zu kontrollierenden Anlage oder des zu kontrollierenden Unternehmens entspricht, und die ggf. über das Zertifikat zur energietechnischen Inspektion der Klimatisierungssysteme verfügen.

Die Benennung ist für eine Periode von höchstens drei Jahren gültig. Sie ist erneuerbar.».

**Art. 47** - In denselben Erlass werden die Artikel 65/1 bis 65/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 65/1 – Der Minister kann die Anlagen des vorliegenden Erlasses abändern, um sie in Übereinstimmung mit der europäischen Regelung zu bringen.

Art. 65/2 – Der Vorsitzende teilt den in Artikel 59, § 1 erwähnten spezialisierten Kältetechnikern die Frist, innerhalb deren sie die in Artikel 25 erwähnte Abschlussbescheinigung erhalten sollen, per Einschreibebrief mit.

Art. 65/3 – Die anerkannten Prüfungszentren setzen den Vorsitzenden davon in Kenntnis, welche Kategorien der Abschlussbescheinigungen sie ausstellen möchten.

Der Vorsitzende teilt dem Prüfungszentrum mit, ob zur Überprüfung der Übereinstimmung mit Artikel 26 zusätzliche Auskünfte ihm zu übermitteln sind, oder ob es notwendig ist, eine zusätzliche Betriebsprüfung durchführen zu lassen.

Der Vorsitzende bestimmt die Kategorien der Abschlussbescheinigungen, für die das Zentrum aufgrund der von ihm übermittelten Auskünfte oder der Ergebnisse der zusätzlichen Betriebsprüfung anerkannt wird. Bis zum Ablauf oder Entzug seiner Anerkennung gilt das Zentrum als anerkannt, um die entsprechenden Abschlussbescheinigungen auszustellen.

Art. 65/4 – Auf Antrag übermittelt der Vorsitzende das in Artikel 24/2, § 4 erwähnte Zertifikat den über eine gültige Umweltbescheinigung für Kältetechnik verfügenden Technikern, sofern diese auch den Nachweis vorlegen, dass sie innerhalb eines bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen ("Banque-Carrefour des Entreprises") eingetragenen Unternehmens als Lohnempfänger oder als Selbstständige tätig sind.

Die Kategorie des gemäß Absatz 1 ausgestellten Zertifikats hängt mit den Kategorien der Abschlussbescheinigungen zusammen, für die das Prüfungszentrum, das die Umweltbescheinigung für Kältetechnik ausgestellt hat, gemäß Artikel 65/3 anerkannt ist.

Art. 65/5 – Der Vorsitzende übermittelt das in Artikel 4, § 5 erwähnte Zertifikat den spezialisierten Betrieben für Kältetechnik, die nachgewiesen haben, dass sie die in Artikel 3, 4° und 7° erwähnten Bedingungen erfüllen.».

**Art. 48** - In demselben Erlass wird die Anlage I außer Kraft gesetzt.

**Art. 49** - In demselben Erlass wird die Anlage II durch die dem vorliegenden Erlass beigefügte Anlage I ersetzt.

**Art. 50** - In demselben Erlass wird die Anlage IV außer Kraft gesetzt.

**Art. 51** - In demselben Erlass werden die Anlagen XI und XII durch die dem vorliegenden Erlass beigefügten Anlagen 2 bzw. 3 ersetzt.

**Art. 52** - In demselben Erlass werden die Anlagen XIII und XIV außer Kraft gesetzt.

**Art. 53** - In demselben Erlass werden die Anlagen XV und XVI durch die dem vorliegenden Erlass beigefügten Anlagen 4 bzw. 5 ersetzt.

**Art. 54** - In demselben Erlass wird die Anlage XVII außer Kraft gesetzt.

**Art. 55** - Der Minister für Umwelt und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, sind, jeder in seinem Zuständigkeitsbereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Oktober 2012

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY



## Anlage 1

Anlage II zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme.

Anlage II: Technische Mindestausrüstung für die zertifizierten Kältetechniker
---

Der zertifizierte Techniker muss mindestens über folgende Ausrüstungen verfügen, um Arbeiten an Anlagen, die das Risiko einer Emission von fluorierten Kühlmitteln aufweisen, vorzunehmen:

TECHNISCHE MINDESTAUSRÜSTUNG FÜR DIE ZERTIFIZIERTEN TECHNIKER	Kategorie I	Kategorie II	Kategorie III	Kategorie IV
Flasche zum Sammeln von Kühlmittel;	x	x	x	
Mit neuem (oder recyceltem) Kühlmittel gefüllte Flasche;				
Mit Inertgas gefüllte Flasche (trockener Stickstoff, Argon, Helium) zur Spülung, die mit einem Druckregler und einem Durchflussmesser versehen ist;	x	x		
Vorrichtung zum Sammeln der Inertgase, die so gebaut ist, dass das Totvolumen des Kühlmittels, das nach dem Sammeln in der Vorrichtung bleibt oder in die Atmosphäre entweicht, weitgehendst verringert wird, und die es möglich macht, die Kühlanlage einem Absolutdruck von 0,5 bar nach dem Pumpen zu unterziehen;	x	x	x	
Zweistufige Vakuumpumpe mit elektromagnetischem Absperrventil gegen das Saugen;	x	x		
Waage für Kühlmittel (mit einer Genauigkeit von mindestens 10 g für die Flaschen, deren Kühlmittelfassung weniger als 30 kg beträgt, mit einer Genauigkeit von mindestens 100 g für die Flaschen, deren Kühlmittelfassung zwischen 30 kg und 300 kg liegt und mit einer Genauigkeit von mindestens 0,3 % der Kühlmittelfassung für die Flaschen, deren Kühlmittelfassung mehr als 300 kg beträgt);	x	x	x	
Hartlötvorrichtung mit Druckregler für das Treibgas und den Sauerstoff; mit Rückschlagventilen und flexiblen Schläuchen versehene Leitungen;	x	x		
Elektronisches Vakuummeter (nicht erforderlich bei Gebrauch eines elektronischen Sammelstücks ("manifold"), das die Vakuummessung ermöglicht);	x	x		
Sammelstück mit vier Durchläufen;	x	x	x	
Elektronischer Leckanzeiger mit einer Nachweisempfindlichkeit für Lecks von 5 g/Jahr;	x	x		x
Seifenlauge oder gleichwertiges Produkt;	x	x		x
Digitalthermometer mit Kontaktfühler;	x	x		
Elektrisches Universalmessgerät;	x	x		
Amperemeter (nicht erforderlich wenn das Universalmessgerät mit einem Zangenamperemeter versehen ist);	x	x		
Testkit für Ölsäure.	x	x		

Die Messausrüstungen werden vor der ersten Benutzung und wenigstens einmal im Jahr gemäß international anerkannten Normen oder in Ermangelung davon gemäß den von deren Hersteller bzw. Importeur gelieferten Angaben geeicht.

Die Wartungs- und Eichungsbescheinigungen der Messausrüstungen werden den mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gestellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 18. Oktober 2012

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

## Anlage 2

Anlage XI zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme

Anlage XI: Prüfungen zur Bewertung der Fachkenntnisse in Sachen Umwelt  
und zur Bewertung der Fachkenntnisse in Sachen Energie

## I: BEWERTUNG DER FACHKENNTNISSE IN SACHEN UMWELT

## A. Vorhergehende Bestimmungen

1° Die Prüfung der Fachkenntnisse in Sachen Umwelt wird unter Berücksichtigung der Mindestanforderungen der Anlage zur Verordnung Nr. 303/2008 organisiert. Außerdem werden bei der Prüfung die Punkte B und C der vorliegenden Anlage berücksichtigt.

2° Die Prüfung besteht aus einem schriftlichen theoretischen Teil und einem praktischen Teil:

a) der praktische Teil muss einen die Handhabung der als Kühlmittel verwendeten fluorierten Gase betreffenden Teil und eine Lötaufgabe enthalten;

b) jeder Teil wird getrennt bewertet. Die Prüfung ist bestanden, wenn 50% der Punkte für jeden Teil und 60% der Punkte für die gesamte Prüfung erreicht werden.

## B. Theoretische Prüfung

Titel	Stoffe	Niveau der Kenntnisse
	Themen	
1) Wallonische Regelungen in Bezug auf die Umwelt	Relevante Elemente des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle Relevante Elemente des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung Erlasse der Wallonischen Regierung über die Kühlanlagen, die in Anwendung der Verordnungen 1005/2009/EG und 842/2006/EG verabschiedet wurden	Gute Kenntnis
2) Regelungen mit internationaler Tragweite	Relevante Elemente der Protokolle von Montreal (1) und Kyoto (2), EG-Verordnung 1005/2009 (3), Verordnung 842/2006 (4), Verordnung 303/2008(5), Verordnung 1516/2007 (6)	Gute Kenntnis
3) Normen und Regel der guten fachlichen Praxis	NBN-EN 378 Teile 1-4 Regel der guten fachlichen Praxis der UBF-ACA	Gute Kenntnis
4) Mit der Verwendung der Kühlanlagen verbundene Auswirkungen auf die Umwelt	Emissionen von die Ozonschicht zerstörenden Verbindungen Direkte und indirekte Emissionen von Verbindungen von Treibhausgasen, Grundkenntnisse über TEWI Mit der Verwendung von Ölen verbundene Gefahren (reines Öl und gelöste Kühlmittel) Mit der Verwendung von Kälte- bzw. Wärmeträgerflüssigkeiten verbundene Gefahren Mit der Verwendung von (in FCK, H-FCKW oder FCKW enthaltenen) Isolierschäumen verbundene Gefahren	Gute Kenntnis
5) Kühlmittel	Durch eine Verordnung betroffene Stoffe, erlaubte Kühlmittel und Öle, Wahl des Kühlmittels, Wahl des Öls, Wahl der Kälte- bzw. Wärmeträgerflüssigkeit	Sehr gute Kenntnis der Merkmale der Flüssigkeiten und der sie betreffenden Regelung
6) Dichtheit	Definition der Dichtheit, Kenntnis der Dichtheitsprüfungs-techniken Kenntnis der technischen Maßnahmen, die die Verringerung der Emissionen bei dem Entwurf, der Wartung und der Instandhaltung der Anlagen ermöglichen Kenntnis der für bestimmte Komponenten (z.B. Verbindungsteile, je nach deren Typ, Kompressoren, je nach deren Typ, usw.) spezifischen Gefahren (Emissionsgefahren) für die Umwelt Ortsfeste Detektoren (Kenntnis der Prinzipien, Bestimmungen ihrer Lage, oberer und unterer Schwellenwert, usw.)	Sehr gute Kenntnis

Für die Prüfungen der Kategorie III und IV kann das Ausmaß der theoretischen Prüfung unter Berücksichtigung der von diesen Kategorien gedeckten Tätigkeiten verringert werden.

### C. Praktische Prüfung

Stoffe		Niveau der Kenntnisse	Betroffene Kategorien
Titel	Themen		
Die Montage	1. das Lötten und die Zusammensetzung der verschiedenen Komponenten: Kupferrohre (mit Kupfer, mit Stahl, mit Messing), mit Klappen, Ventilen, Druckreglern,... Überprüfung der Dichtheit 2. Überprüfung der Lötstellen mittels Abtrennen 3. Techniken zum Falten von Kupfer und Stahl, Befestigungs- und Isoliertechnik	Ausgezeichnete praktische Ausführungen	I, II
Die Inbetriebnahme	1. der Druckaufbau mit Inertgas 2. die Überprüfung des Vorhandenseins oder der Nichtvorhandenseins von Leckstellen mittels einer Seifenlösung 3. Vakuumerzeugung mit einer zweistufigen Vakuumpumpe und Kontrolle mit einem Vakuummeter 4. Auffüllen der Anlage 5. Wiegen und Notieren der verwendeten Mengen 6. Starten, Justieren und Kontrollen des richtigen Funktionierens	Ausgezeichnete praktische Ausführungen	I, II
Die Instandhaltung	1. Überprüfungen des richtigen Funktionierens	Gute Kenntnis der zu tätigen Überprüfungen, sowie ihrer Ausführung	I, II
Das Sammeln der Kühlmittel	1. die Rückgewinnung 2. das Wiegen und die Registrierung der zurückgewonnenen Mengen 3. das Auffüllen derselben Anlage mit dem zurückgewonnenen Kühlmittel. 4. Die Wiederholung dieser Rückgewinnung mit einer maximalen Rückgewinnung von Kühlmitteln 5. Die Berechnung des Unterschieds zwischen der geladenen Menge und der zurückgewonnenen Menge, der nicht höher als ein Wert sein darf, der auf konzertierte Weise zwischen den Prüfungscentren, der AWAC und der DGOARNE festgelegt wird	Ausgezeichnete praktische Ausführungen	I, II, III(*)
Dichtheitskontrolle	Kenntnis der durchzuführenden Kontrollen (insbesondere mit dem elektronischen Leckanzeiger) und der damit verbundenen Dokumente	Sehr gute Kenntnis der durchzuführenden Kontrollen	I, II, IV(*)

(\*) Für die Prüfungen der Kategorie III und IV kann das Prüfungsprotokoll unter Berücksichtigung der Tätigkeiten, die der Techniker ausführen darf, vereinfacht werden.

## II: BEWERTUNG DER FACHKENNTNISSE IN SACHEN UMWELT

### A. Vorhergehende Bestimmungen

Jeder Teil wird getrennt bewertet. Die Prüfung ist bestanden, wenn 50% der Punkte für jeden Teil und 60% der Punkte für die gesamte Prüfung erreicht werden.

### B. Theoretische Prüfung

Stoffe		Niveau der Kenntnisse
Titel	Themen	
1) Bewertung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme	Bewertung der Effizienz des Klimatisierungssystems und seiner Dimensionierung im Verhältnis zu den Anforderungen des Gebäudes in Sachen Kühlung.	Gute Kenntnis
2) Regelungen	Richtlinie EG 2010/31 (7) und Erlasse der Wallonische Regierung, die sie in internes Recht umsetzen.	Gute Kenntnis

**C. Praktische Prüfung**

Stoffe		Niveau der Kenntnisse
Titel	Themen	
Bewertung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme	1. Praktische Bewertung der Effizienz der Klimatisierung 2. Praktische Bewertung der Anforderungen in Sachen Kühlung des Gebäudes 3. Praktische Überprüfung der Anpassung der Dimensionierung eines Klimatisierungssystems im Verhältnis zu den Anforderungen in Sachen Kühlung des Gebäudes	Ausgezeichnete praktische Ausführung

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 18. Oktober 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

---

Fußnoten

(1) Montrealer Protokoll über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen, 16. September 1987.

(2) Protokoll von Kyoto zur Klimarahmenkonvention der Vereinten Nationen, Kyoto, 11. Dezember 1997.

(3) Verordnung (EG) Nr.1005/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. September 2009 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen, nachstehend "Verordnung (EG) Nr. 1005/2009" genannt.

(4) Verordnung (EG) Nr. 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Mai 2006 über bestimmte fluoridierte Treibhausgase.

(5) Verordnung (EG) Nr. 303/2008 der Kommission vom 2. April 2008 zur Festlegung – gemäß der Verordnung (EG) Nr. 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates – der Mindestanforderungen für die Zertifizierung von Unternehmen und Personal in Bezug auf bestimmte fluoridierte Treibhausgase enthaltende ortsfeste Kälteanlagen, Klimaanlage und Wärmepumpen.

(6) Verordnung (EG) Nr. 1516/2007 der Kommission vom 19. Dezember 2007 zur Festlegung – gemäß der Verordnung (EG) Nr. 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates - der Standardanforderungen an die Kontrolle auf Dichtheit von ortsfesten Kälte- und Klimaanlage sowie von Wärmepumpen, die bestimmte fluoridierte Treibhausgase enthalten.

(7) Richtlinie (EG) Nr. 2010/31 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Energieeffizienz von Gebäuden (Neufassung).

---

**Anlage 3**

Anlage XII zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme.

Anlage XII: Bedingungen für die Anerkennung der in Artikel 25 erwähnten Prüfungszentren und der in Artikel 54 erwähnten Prüfungszentren der Fachkenntnisse in Sachen Energie
--

I. ANERKENNUNG DER IN ARTIKEL 25 ERWÄHNTEN PRÜFSTELLEN

**A. Prüfungsausschuss**

Das Prüfungszentrum muss einen Prüfungsausschuss unter Einhaltung der folgenden Bedingungen bilden:

- der Ausschuss besteht aus mindestens drei Fachleuten im Bereich der Kühltechnik, die unter dem Vorsitz eines Zivilingenieurs, eines Industrieingenieurs oder eines technischen Ingenieurs oder auch einer Person, die belegen kann, dass sie über eine dreijährige Erfahrung im Bereich der Prüfungen in Sachen Kühltechnik verfügt, stehen;
- mindestens ein Mitglied des Ausschusses gehört nicht dem Prüfungszentrum an.
- mit Ausnahme des Vorsitzenden sind alle Ausschussmitglieder im Besitz des gültigen Zertifikats (oder der diesem Zertifikat entsprechenden Abschlussbescheinigung):
- der Kategorie I im Rahmen ein Antrags auf Anerkennung der Kategorie I, III und IV;
- der Kategorie I oder II im Rahmen ein Antrags auf Anerkennung allein der Kategorie II;
- der Kategorie I oder II im Rahmen ein Antrags auf Anerkennung allein der Kategorie IV.

**B. Organisation der Prüfungen**

Das Prüfungszentrum muss über Verfahren bezüglich der Prüfungen zur Bewertung der Fachkenntnisse in Sachen Umwelt verfügen, die die Mindestanforderungen der Anlage zur Verordnung Nr. 303/2008 beachten und die Punkte B und C der Anlage XI, I berücksichtigen.

Diese Verfahren enthalten insbesondere:

- das Verfahren für die Auswahl der Fragen und praktische Übungen für die Prüfungen,
- die Liste aller möglichen Fragen, die den Kandidaten bei der theoretischen Prüfung gestellt werden können; diese Liste wird so oft wie möglich aktualisiert, dies unter Berücksichtigung der Entwicklung der

Gesetzgebung in Verbindung mit der Umweltbescheinigung für Kältetechnik und der Techniken bzw. Methoden, die mit der Ausübung des Berufs des Kältetechnikers, die zur Verringerung der Emissionen aus Kühlanlagen beitragen könnten, verbunden sind;

- die Liste aller praktischen Übungen, die den Kandidaten bei der praktischen Prüfung vorgeschlagen werden können,
- ein mit Zahlen belegter Bewertungsraster bezüglich der Bewertung der Kandidaten, der den Fragen der theoretischen und der praktischen Prüfung entspricht.

### C. Technische Infrastruktur

Für die praktische Organisation der Prüfungen zur Bewertung der Fachkenntnisse in Sachen Umwelt muss das Prüfungszentrum mindestens über die folgende technische Ausrüstung verfügen:

TECHNISCHE INFRASTRUKTUR DER PRÜFUNGSZENTREN	Kategorie I	Kategorie II	Kategorie IV
<b>Komponenten der Kühlanlage für die Zentren der Kategorie I</b>			
Kondensationssatz oder Kondensationseinheit bestehend aus:			
einem Kompressor von mindestens 0,75 PS (0,55 kW) mit einem Ölstandzeiger und zwei Absperrventilen (Ansaugung und Rückförderung), die jeder einen Druckprüfanschluss für den Anschluss der Betriebsmanometer (Manifolds) haben,			
einem Kondensator,			
einem Behälter oder einer Flüssigkeitsflasche mit einem Absperrventil mit mindestens einem Druckprüfanschluss am Austritt,			
einem wasserentziehenden Filtereinsatz,			
einem elektromagnetischem Ventil,			
einem Flüssigkeitsanzeiger,			
- einem thermostatischen Expansionsventil,	X		X
einem Verdampfer,			
zwei Absperrventilen mit mindestens einem Druckprüfanschluss. Ein Ventil wird am Hochdruck (Austritt der Flüssigkeitsflasche) angebracht. Das andere Ventil wird am Niederdruck (Ansaugung des Kompressors) angebracht,			
wahlweise zusätzlichen Absperrventilen und/oder einem Füllventil an der flüssigen Linie,			
Sicherheits-, Mess- und Regelungskomponenten, Pressostaten, Thermostaten.			
<b>Der Kühlkreislauf muss mindestens 2 kg Kühlmittel enthalten können</b>			
<u>Außerdem:</u>			
eine Anlage ist mit einem Kondensationsregler (Kondensationsregelventil, Differentialventil, Rückschlagventil) versehen,			
eine Anlage ist mit einem Verdampfungsdruckregler (Verdampfungsdruckregelventil) versehen,	X		
- eine Anlage ist mit einem Anlassluftdruckregler für Kompressor (Anlassluftdruckregelventil) versehen,			
eine Anlage ist mit einer Heißgasenteisungsvorrichtung (elektromagnetisches Enteisungsventil, Flüssigkeitsabscheider, Thermostat für Enteisungsende) versehen.			
<b>Komponenten der Kühlanlage für die Zentren der Kategorie II</b>			
Kondensationssatz oder Kondensationseinheit bestehend aus:			
einem halbhermetischen Kompressor,			
einem Kondensator,			
einem Behälter oder einer Flüssigkeitsflasche mit einem Absperrventil mit mindestens einem Druckprüfanschluss,			
einem wasserentziehenden Filter,			
einem elektromagnetischem Ventil,			
einem Flüssigkeitsanzeiger,			
- einem thermostatischen Expansionsventil,			
einem Verdampfer,			



TECHNISCHE INFRASTRUKTUR DER PRÜFUNGSZENTREN	Kategorie I	Kategorie II	Kategorie IV
zwei Absperrventilen mit mindestens einem Druckprüfanschluss. Ein Ventil wird am Hochdruck (Austritt der Flüssigkeitsflasche) angebracht. Das andere Ventil wird am Niederdruck (Ansaugung des Kompressors) angebracht,			
wahlweise zusätzlichen Absperrventilen und/oder einem Füllventil an der flüssigen Linie,			
Sicherheits-, Mess- und Regelungskomponenten, Pressostaten, Thermostaten.		X	
<u>Ein Teil der Anlagen kann sich wahlweise aus folgenden Elementen zusammensetzen (höchstens die Hälfte der Anlagen):</u>			
einem Kompressor,			
einem Kondensator,			
einem wasserentziehenden Filtereinsatz,			
- einem Kapillarexpansionsventil,			
einem Verdampfer,			
zwei Absperrventilen mit mindestens einem Druckprüfanschluss. Ein Ventil wird am Hochdruck (Austritt der Flüssigkeitsflasche) angebracht. Das andere Ventil wird am Niederdruck (Ansaugung des Kompressors) angebracht,			
wahlweise zusätzlichen Absperrventilen und/oder einem Füllventil an der flüssigen Linie,			
Sicherheits-, Mess- und Regelungskomponenten, Pressostaten, Thermostaten.			
<b>Der Kühlkreislauf muss mindestens 1 kg Kühlmittel enthalten können</b>			

TECHNISCHE INFRASTRUKTUR DER PRÜFUNGSZENTREN	Kategorie I	Kategorie II	Kategorie IV
mit Inertgas gefüllte Flasche (trockener Stickstoff, Argon, Helium) zur Spülung, die mit einem Druckregler und einem Durchflussregler versehen ist,	X	X	
Kühlmittelrückgewinnungsflasche mit Doppelventilen,	X	X	
Flasche mit neuem (oder wiedergewonnenem) Kühlmittel, die für das verwendete Kühlmittel ordnungsgemäß zugelassen ist,	X	X	
Vorrichtung zur Rückgewinnung der Kühlmittel, die so gebaut ist, dass das Totvolumen des Kühlmittels, das nach der Rückgewinnung in der Vorrichtung bleibt oder in die Atmosphäre entweicht, weitgehendst verringert wird und die es möglich macht, die Kühlanlage einem 0,5 bar erreichenden Unterdruck zu unterziehen,	X	X	
zweistufige Vakuumpumpe.	X	X	
<b>Messinstrumente</b>			
elektronisches Vakuummeter;	X	X	
Waage für Kühlmittel (mit einer Genauigkeit von mindestens 10 g für die Flaschen, deren Kühlmittelfassung weniger als 30 kg beträgt, mit einer Genauigkeit von mindestens 100 g für die Flaschen, deren Kühlmittelfassung zwischen 30 kg und 300 kg liegt und mit einer Genauigkeit von mindestens 0,3 % der Kühlmittelfassung für die Flaschen, deren Kühlmittelfassung mehr als 300 kg beträgt),	X	X	
Digitalthermometer mit Kontaktfühler.	X	X	
Sammelstück mit vier Durchläufen, dessen Schläuche von 1/4 mit Absperrventilen versehen sind,	X	X	
elektronisches Universalmessgerät,	X	X	
Amperemeter (wenn das Multimeter nicht mit einem Zangenstrommesser versehen ist).	X	X	
<b>Ausrüstung für die Lecksuche</b>			
elektronischer Leckanzeiger mit einer Nachweisempfindlichkeit für Lecks von 5 g/Jahr.	X	X	X
Seifenlauge oder vergleichbares Produkt.	X	X	X

TECHNISCHE INFRASTRUKTUR DER PRÜFUNGSZENTREN	Kategorie I	Kategorie II	Kategorie IV
<b>Ausrüstung für die Prüfung der Zusammensetzung und den Drucktest</b>			
<i>Arbeits-tisch bestehend aus:</i>			
einer Inertgasversorgung zum Druckaufbau mit Druckminderer,	X	X	
Verbindungsstücken, Rohren, Absperrsystemen,...	X	X	
mit Rückschlagventilen und flexiblen Anschlüssen versehenen Rohren,	X	X	
Material zum Schneiden von Kupferrohren,	X	X	
einem Entgranner,	X	X	
manuellen Biegemaschinen,	X	X	
einer Lötvorrichtung mit Druckregler für das Treibgas und den Sauerstoff; mit Rückschlagventilen und flexiblen Schläuchen versehene Leitungen,	X	X	
einer Lötgasversorgung,	X	X	
Zusatzmetall für starres Löten (30% Silber),	X	X	
phosphorhaltiges Zusatzmetall für starres Löten (5% Silber),	X	X	
einem Abbeiz- bzw. Reinigungsprodukt,	X	X	
Röhreneinwalzapparaten (Bördelwerkzeug),	X	X	
kleinem Material: Schlüssel, Schraubenzieher, den Ventilen des Kompressors angepassten Knarrenschlüssel,...	X	X	
Schleifpapier für das Säubern der Kupferleitungen (oder gleichwertiges),	X	X	
einem Schraubenstock für die Lötprüfung,	X	X	
einer Eisenzange und einer Kantenzange zum Inspizieren der Lötstelle.	X	X	
Röhrenaufweitern.	X	X	
<i>Abweichung: Das Prüfungszentrum, das den Kandidaten auferlegt, über das entsprechende kleine Material zu verfügen, kann von der Pflicht befreit werden, selbst über dieses Material zu verfügen.</i>			

Es sind so viele Ausrüstungen vorhanden, dass jeder Bewerber die Prüfung der Handhabung der Kühlmittel und die Prüfung der Zusammensetzung und den Drucktest individuell durchführen kann. Da im Allgemeinen die Hälfte der Bewerber die Prüfung der Handhabung der Kühlmittel durchführt, während die andere Hälfte die Prüfung der Zusammensetzung und den Drucktest durchführt und umgekehrt, müsste die Anzahl der Ausrüstungen normalerweise der Hälfte der Anzahl Bewerber entsprechen, die die Prüfung gleichzeitig ablegen.

## II. ANERKENNUNG DER ZENTREN FÜR DIE PRÜFUNG DER FACHKENNTNISSE IN SACHEN ENERGIE

### Prüfungsausschuss

Das Prüfungszentrum muss einen Prüfungsausschuss unter Einhaltung der unter Punkt I. A. bestimmten Kriterien bilden oder aus Fachleuten im Bereich der mit Klimatisierungssystemen verbundenen Energetik zusammengesetzt sein, die unter dem Vorsitz eines Zivilingenieurs, eines Industrieingenieurs oder eines technischen Ingenieurs oder auch einer Person, die belegen kann, dass sie über eine dreijährige Erfahrung im Bereich der mit den Klimatisierungssystemen verbundenen Energetik verfügt, stehen.

Die Mitglieder des Ausschusses sind Inhaber einer gültigen Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme. Diese Bestimmung wird erst ein Jahr, nachdem das erste Prüfungszentrum anerkannt worden ist, anwendbar.

### Organisation der Prüfungen

Das Prüfungszentrum muss mit den Prüfungen verbundene Verfahren anwenden können, in denen Folgendes enthalten ist:

- das Verfahren für die Auswahl der Fragen und praktischen Übungen für die Prüfungen,
- die Liste aller möglichen Fragen, die den Kandidaten bei der Prüfung gestellt werden können,
- ein mit Zahlen belegter Bewertungsraster bezüglich der Bewertung der Kandidaten, der den Fragen der Prüfung entspricht.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 18. Oktober 2012

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

**Anlage 4**

Anlage XV zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme.

Anlage XV: Muster der Abschlussbescheinigung der Prüfung für die Kältetechnik und der Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme

I. Abschlussbescheinigung der Prüfung für die Kältetechnik

ZEICHEN	"Nähere Angaben des Prüfungs-zentrums": - Bezeichnung; - Nummer der Anerkennung durch die Wallonische Region; - Anschrift; - Telefonnummer; - Faxnummer; - E-Mail-Adresse;	
<b>Abschlussbescheinigung der Prüfung für die Kältetechnik</b>		
Ausgestellt in Anwendung des Artikels 34 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme.		
Bescheinigungsnummer: (1)/(2)		
Ausgestellt an Herrn .....		
Geboren am ...../...../..... in .....		
Prüfungskategorie bezüglich der Zertifizierung: .....(3).....		
Ausgestellt in ....., am .....		
Für den Ausschuss,	Der Inhaber,	Der Direktor,
(*) Unzutreffendes bitte streichen Nummer der Anerkennung des Prüfungs-zentrums durch die Wallonische Region. In einer wachsenden Ordnung vorgenommene Durchnummerierung der Bescheinigung. I, oder II, oder III, oder IV		

II. Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme

ZEICHEN	"Nähere Angaben zum Prüfungs- bzw. Ausbildungszentrum oder zur Unterrichtseinrichtung": - Bezeichnung; - Nummer der Anerkennung durch die Wallonische Region; - Anschrift; - Telefonnummer; - Faxnummer; - E-Mail-Adresse;	
<b>Bescheinigung für die energietechnische Inspektion der Klimatisierungssysteme</b>		
Ausgestellt in Anwendung des Artikels 55 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme.		
Nummer der Bescheinigung: (1)/(2)		
Ausgestellt an Herrn .....		
Geboren am ...../...../..... in .....		
Ausgestellt in ....., am .....		
Für den Ausschuss,	Der Inhaber,	Der Direktor,
(*) Unzutreffendes bitte streichen Nummer der Anerkennung des Prüfungs- bzw. Ausbildungszentrums oder der Unterrichtseinrichtung durch die Wallonische Region. In einer wachsenden Ordnung vorgenommene Durchnummerierung der Bescheinigung.		

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 18. Oktober 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

#### Anlage 5

Anlage XVI des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme.

#### Anlage XVI: Muster der Angleichungsbescheinigung

<i>ZEICHEN</i>	<p>“Nähere Angaben des Prüfungszentrums“:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bezeichnung;</li> <li>- Nummer der Anerkennung durch die Wallonische Region;</li> <li>- Anschrift;</li> <li>- Telefonnummer;</li> <li>- Faxnummer;</li> <li>- E-Mail-Adresse.</li> </ul>	
<p><b>Angleichungsbescheinigung für ein Zertifikat der Kategorie...(2)...</b></p>		
<p>Ausgestellt in Anwendung des Artikels 48 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme.</p>		
<p>Bescheinigungsnummer: (1)/(2)/(3)</p>		
<p>Ausgestellt an Herrn .....</p>		
<p>Geboren am ...../...../..... in .....</p>		
<p>Nr. des Zertifikats, für das eine Angleichungsprüfung ersucht wurde: .....</p>		
<p>Datum der Ausstellung des Zertifikats: .....</p>		
<p>Ausgestellt in ....., am .....</p>		
Für den Ausschuss,	Der Inhaber,	Der Direktor
<p>(*) Unzutreffendes bitte streichen</p>		
<p>Nummer der Anerkennung des Prüfungszentrums durch die Wallonische Region.</p>		
<p>I, oder II, oder III, oder IV.</p>		
<p>In einer wachsenden Ordnung vorgenommene Durchnummerierung der Bescheinigung.</p>		

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 zur Vorbeugung der Verschmutzung bei der Einrichtung und der Inbetriebnahme von fluoriertes Kühlmittel enthaltenden ortsfesten Kühlanlagen sowie bei Arbeiten an diesen Anlagen und zur Gewährleistung der Energieeffizienz der Klimatisierungssysteme als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 18. Oktober 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 3426

[C — 2012/27162]

**18 OKTOBER 2012.** — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, artikel 1, 2°, 4° en 5°, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 juni 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juli 2012;

Gelet op het advies nr. 51.850/2/V van de Raad van State, gegeven op 12 september 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op Verordening (EG) nr. 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 inzake bepaalde gefluoreerde broeikasgassen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 303/2008 van de Commissie van 2 april 2008 tot instelling, ingevolge Verordening (EG) nr. 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad, van minimumeisen en de voorwaarden voor wederzijdse erkenning voor de certificering van bedrijven en personeel betreffende stationaire koel-, klimaatregelings- en warmtepompapparatuur die bepaalde gefluoreerde broeikasgassen bevat;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1005/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen;

Gelet op Richtlijn 2010/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen, o.a. de artikelen 15 « Keuring van airconditioningsystemen », 17 « Onafhankelijke deskundigen » en 18 « Onafhankelijk controlesysteem »;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu en van de Minister die voor het Energiebeleid bevoegd is;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningsystemen gewaarborgd wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 1° wordt aangevuld met de volgende zin : « De klimaatregelings- en warmtepompapparatuur wordt als koelvoorzieningen beschouwd. »;

b) 5° wordt vervangen als volgt :

« 5° gefluoreerd koelmiddel : de gefluoreerde broeikasgassen bedoeld in bijlage I bij Verordening (EG) nr. 842/2006 en de bereidingen die die stoffen bevatten, alsook de gereguleerde ozonafbrekende stoffen bedoeld in bijlage I bij Verordening (EG) nr. 1005/2009; »;

c) 7° wordt vervangen als volgt :

« 7° gecertificeerd technicus : elke natuurlijke persoon gecertificeerd overeenkomstig de bepalingen van dit besluit; »;

d) 10° wordt vervangen als volgt :

« 10° integrale en sectorale voorwaarden van 12 juli 2007 : het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude en warmte waarbij gebruik gemaakt wordt van een koelcyclus; »;

e) 11° wordt opgeheven;

f) 12° wordt vervangen als volgt :

« 12° nominale koelmiddelmassa : koelmiddelmassa die een koelvoorziening bevat om te functioneren in de omstandigheden waarvoor ze ontworpen is.

Deze waarde :

a) hetzij is de hoeveelheid ingebracht bij de eerste inbedrijfstelling. Als de koelvoorziening in de fabriek voorzien wordt van het geheel of van een gedeelte van het koelmiddel, wordt dat deel in aanmerking genomen bij de raming van de nominale koelmiddelmassa;

b) hetzij wordt bepaald na lediging en vervolgens vulling van de koelvoorziening, waarbij de gasflessen vóór en na de handeling gewogen worden of aan de hand van een andere methode waarbij de nominale koelmiddelmassa met een gelijkwaardige precisie bepaald kan worden; »;

g) 16° wordt vervangen als volgt :

« 16° controleboek : het register van de exploitanten bedoeld in artikel 3, § 6, van Verordening (EG) 842/2006 en in artikel 23, § 3, van Verordening (EG) 1005/2009; »;

h) 21° wordt opgeheven;

i) 22° wordt vervangen als volgt :

« 22° DGOARNE : Het Operationele directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst; »;

j) 23° wordt vervangen als volgt :

« 23° directeur-generaal : de directeur-generaal van het « DGOARNE » of zijn afgevaardigde; »;



k) 25° wordt vervangen als volgt :

« 25° toezichthoudende ambtenaren : de personeelsleden aangewezen op grond van deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek om overtredingen van dit besluit op te sporen en vast te stellen; »;

l) het artikel wordt aangevuld met de punten 26° tot 35°, luidend als volgt :

« 26° activiteiten op de stationaire koelapparatuur : de volgende activiteiten, met uitzondering van de fabricage- en reparatieactiviteiten op vestigingsplaatsen van de fabrikant :

a) installatie;

b) onderhoud of revisie;

c) lekkagecontrole van toepassingen die 3 kg of meer gefluoreerde broeikasgassen bevatten en van toepassingen die 6 kg of meer gefluoreerde broeikasgassen bevatten met hermetisch afgesloten systemen die als zodanig zijn gelabeld;

d) recuperatie;

27° installatie : aaneenkoppeling van twee of meer apparatuuronderdelen of circuits die gefluoreerde broeikasgaskoudemiddelen bevatten of daartoe bestemd zijn met het oog op het monteren van een systeem op de locatie waar het zal functioneren, inclusief de handeling waarbij koudemiddelleidingen van een systeem worden aangekoppeld om een koelcircuit te voltooiën ongeacht de noodzaak het systeem na montage te vullen

28° onderhoud of revisie : alle activiteiten, exclusief terugwinning en lekkagecontroles waarbij de circuits die gefluoreerde broeikasgassen bevatten of daartoe bestemd zijn, worden geopend, met name het vullen van het systeem met gefluoreerde broeikasgassen, het wegnemen van een of meer circuit- of apparatuuronderdelen, het hermonteren van twee of meer circuit- of apparatuuronderdelen en het herstellen van lekken;

29° recuperatie : inzameling en opslag :

a) gefluoreerde koelmiddelen;

b) oliën uit koelcircuits die gefluoreerde koelmiddelen bevatten;

c) en de koudedragende of warmtegeleidende vloeistoffen uit koelcircuits die gefluoreerde koelmiddelen bevatten;

30° certificaat van categorie I : document waarbij bevestigd wordt dat de houder voldoet aan de voorwaarden om alle onder punt 26° bedoelde handelingen uit te voeren;

31° certificaat van categorie II : document waaruit blijkt dat de houder voldoet aan de eisen betreffende de onderneming van de activiteiten bedoeld onder;

a) punt 26°, c), op voorwaarde dat hierbij het koelcircuit dat gefluoreerde broeikasgassen bevat niet wordt geopend;

c) punt 26°, a), b) en d), wat betreft de koelapparatuur die minder dan 3 kg gefluoreerde broeikasgassen bevat, of, indien het om hermetisch afgesloten systemen gaat die als zodanig zijn gelabeld, minder dan 6 kg gefluoreerde broeikasgassen bevat;

32° certificaat van categorie III : document waaruit blijkt dat de houder voldoet aan de eisen om de onder punt 26°, d), bedoelde activiteiten te ondernemen wat betreft de apparatuur die minder dan 3 kg gefluoreerde broeikasgassen bevat, of, indien het om hermetisch afgesloten systemen gaat die als zodanig zijn gelabeld, minder dan 6 kg gefluoreerde broeikasgassen bevat;

33° certificaat van categorie IV : document waaruit blijkt dat de houder voldoet aan de eisen betreffende de onderneming van de activiteiten bedoeld onder 26°, c), op voorwaarde dat hierbij het koelcircuit dat gefluoreerde broeikasgassen bevat niet wordt geopend;

34° « AWAC » : Het « Agence wallonne de l'Air et du Climat » (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat)

35° voorzitter : de voorzitter van het directieorgaan van het « AWAC » of zijn afgevaardigde. ».

**Art. 2.** In de artikelen 2, 12, 18, 24, 43 en 47 alsmede in bijlage X bij hetzelfde besluit worden de woorden « gespecialiseerde koeltechnicus » telkens vervangen door de woorden « gecertificeerd technicus ».

**Art. 3.** In de artikelen 10, 15, 17, 18, 19, 20, 21 en 24 alsmede in de bijlagen V, VI en VIII bij hetzelfde besluit worden de woorden « gespecialiseerde koeltechnicus » telkens vervangen door de woorden « gecertificeerde technicus ».

**Art. 4.** In de artikelen 4, 5, 7, 8, 9, 12, 27, 29, 30, 31, 32, 33, 35, 47, 54 en 56 van hetzelfde besluit worden de woorden « directeur-generaal » telkens vervangen door het woord « voorzitter ».

**Art. 5.** In de artikelen 12, 30 en 58 van hetzelfde besluit worden de woorden « het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu » telkens vervangen door de woorden « het AWAC ».

**Art. 6.** In de artikelen 20, 22 en 23 van hetzelfde besluit worden de woorden « het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu » telkens vervangen door het woord « DGOARNE ».

**Art. 7.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 1/1, luidend als volgt :

« Art. 1/1. Dit besluit beoogt de uitvoering van :

1° Verordening (EG) nr. 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende bepaalde gefluoreerde broeikasgassen, hierna Verordening (EG) nr. 842/2006 genoemd;

2° Verordening (EG) nr. 303/2008 van de Commissie van 2 april 2008 tot instelling, ingevolge Verordening (EG) nr. 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad, van minimumeisen en de voorwaarden voor wederzijdse erkenning voor de certificering van bedrijven en personeel betreffende stationaire koel-, klimaatregelings- en warmtepompapparatuur die bepaalde gefluoreerde broeikasgassen bevat, hierna Verordening (EG) nr. 303/2008 genoemd;

3° Verordening (EG) nr. 1005/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen, hierna Verordening (EG) nr. 1005/2009 genoemd. ».

**Art. 8.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1 wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° de preventie van verontreiniging die zich tijdens of na de volgende handelingen zou kunnen voordoen :

- activiteiten op de stationaire koelapparatuur die gefluoreerde broeikasgassen bevatten of kunnen bevatten;
- de handelingen inzake afvalbeheer voortvloeiend uit de handelingen bedoeld onder punt a); »;

b) in § 1, 2°, wordt de zin « De koelvoorzieningen met hermetisch circuit die minder dan drie kg gefluoreerde koelmiddel bevatten worden uit het toepassingsveld van dit besluit uitgesloten » geschrapt;

c) in § 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Om gevaar voor emissie van gefluoreerde koelmiddelen te voorkomen, worden de in § 1, 1°, a, bedoelde handelingen

enkel uitgevoerd door een persoon :

1° die de hoedanigheid van gecertificeerde koeltechnicus heeft en die beschikt over het certificaat van de categorie die overeenstemt met de handelingen die hij uitvoert;

2° en die in naam en voor rekening van een gespecialiseerd koeltechniekbedrijf werkt als het gaat om een handeling bedoeld in artikel 1, 26°, a) of b). »;

d) in § 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Het eerste lid is niet van toepassing op de personen die de in artikel 4, § 3, van Verordening (EG) nr. 303/2008 bedoelde handelingen uitvoeren. »;

e) in § 2, derde lid, wordt « e) » vervangen door « b) » .

**Art. 9.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « dat de in artikel 1, 26°, a en b, bedoelde handelingen uitvoert » ingevoegd tussen de woorden « het koeltechniekbedrijf » en de woorden « aan de volgende voorwaarden voldoen »;

b) in het eerste lid wordt punt 4° vervangen als volgt :

« voor de uitvoering van de handelingen bedoeld in artikel 1, 26°, voldoende gecertificeerde technici in dienst heeft om het verwachte activiteitsvolume te halen; »;

c) onder punt 6°, eerste lid, worden de woorden « of zich ertoe verbinden om een verzekeringsovereenkomst te sluiten » geschrapt;

d) het eerste lid wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

« 7° de in bijlage II bedoelde minimale technische uitrusting in goede staat van werking en de nodige procedures ter beschikking stellen van het gecertificeerde personeel dat de in artikel 1, 26°, bedoelde handelingen uitvoert. »;

e) het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Het eerste lid, 4°, is niet van toepassing op de personen die de in artikel 4, § 3, van Verordening (EG) nr. 303/2008 bedoelde handelingen uitvoeren. ».

**Art. 10.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1 worden de woorden « waarvan het model in bijlage I vastligt » vervangen door de woorden « dat ter beschikking gesteld wordt op de internetsite van het AWAC' »;

b) § 1 wordt aangevuld met volgend lid :

« De aanvrager laat zijn aanvraag vergezeld gaan van :

1° het bewijs dat het koeltechniekbedrijf voor de uitvoering van de handelingen bedoeld in artikel 1, 26, voldoende gecertificeerde technici in dienst heeft om het verwachte activiteitsvolume te halen;

2° het bewijs dat het personeel dat de in artikel 1, 26°, bedoelde handelingen uitvoert over de minimale technische uitrusting en de nodige procedures beschikt »;

c) in § 2 (Franse tekst) wordt het woord « la » geschrapt tussen de woorden « de » en « celle-ci »;

d) § 5 wordt aangevuld met volgend lid :

« De beslissing tot toekenning geldt als een certificaat dat is opgemaakt overeenkomstig artikel 8 van Verordening (EG) nr. 303/2008. ».

**Art. 11.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 4/1, luidend als volgt:

« Art. 4/1. De erkenning wordt verleend voor een onbepaalde duur. ».

**Art. 12.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « waarvan het model in bijlage XIV vastligt » vervangen door de woorden « dat ter beschikking gesteld wordt op de internetsite van het AWAC' »;

2° in het tweede lid worden de woorden « ter post » geschrapt.

**Art. 13.** In hoofdstuk I van hetzelfde besluit wordt afdeling 4, die artikel 6 inhoudt, opgeheven.

**Art. 14.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « waarvan het model in bijlage XIV vastligt » vervangen door de woorden « dat ter beschikking gesteld wordt op de internetsite van het AWAC' »;

2° in het derde lid worden de woorden « ter post » geschrapt.

**Art. 15.** Hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een afdeling 6, die artikel 9/1 inhoudt, luidend als volgt :

« Afdeling 6. — Erkenning van de certificaten van de andere Gewesten of Staten.

Art. 9/1. Bedrijven die beschikken over een geldig certificaat dat verkregen werd in een ander Gewest van België of in een Staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte, overeenkomstig artikel 8 van Verordening (EG) nr. 303/2008, worden geacht over de erkenning te beschikken, wat betreft de activiteiten vermeld op het certificaat, op voorwaarde dat ze de volgende stukken aan het « AWAC » overmaken :

1° een afschrift van het certificaat;

2° een afschrift van de certificaten afgegeven aan het personeel overeenkomstig artikel 5 van Verordening (EG) nr. 303/2008, wat betreft de technici die op het grondgebied van het Waalse Gewest moeten ingrijpen.

De bedrijven voegen een Franse vertaling bij van de certificaten afgegeven in een andere Staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte als ze opgesteld zijn in een andere taal dan het Frans of het Engels. ».

**Art. 16.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de inleiding van het eerste lid worden de woorden « artikel 2, § 1, » vervangen door de woorden « artikel 1, 26° »;

b) in het eerste lid, 2°, worden de woorden « of elke buitenlandse norm of code van goede praktijk erkend door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu » vervangen door de woorden « of elke gelijkwaardige buitenlandse norm of code van goede praktijk ».

c) het tweede lid wordt opgeheven;

d) in het derde lid, dat het tweede lid wordt, worden de woorden « milieucertificaat in koeltechnieken » vervangen door de woorden « certificaat van de gecertificeerde technicus ».

**Art. 17.** Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 18.** In artikel 12, § 4, van hetzelfde besluit worden de woorden « milieucertificaat in koeltechnieken » vervangen door de woorden « certificaat van elke gecertificeerde technicus ».

**Art. 19.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. De gespecialiseerde koeltechniekbedrijven :

1° voldoen tijdens de gezamenlijke duur van hun erkenning aan de toekenningsvoorwaarden ervan;

2° maken op gewoon verzoek alle gevraagde gegevens aan het « AWAC » over;

3° verlenen de toezichthoudende ambtenaren alsook het personeel dat voor rekening van een in artikel 58/2 bedoeld geaccrediteerd controleorgaan werkt toegang tot de lokalen en geven hen inzage van alle documenten die nuttig zijn om na te gaan of er aan de erkenningsvoorwaarden voldaan wordt. ».

**Art. 20.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. Elke interventie op een ingedeelde installatie wordt door de gecertificeerde koeltechnicus in het controleboek genoteerd. ».

**Art. 21.** In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de woorden « in artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus » vervangen door de woorden « in de integrale en sectorale voorwaarden van 12 juli 2007 ».

**Art. 22.** Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. De dichtheid van de stationaire koelvoorzieningen die ozonafbrekende stoffen bevatten of zouden kunnen bevatten wordt gecontroleerd overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1516/2007 van de Commissie van 19 december 2007 tot vaststelling, ingevolge Verordening (EG) nr. 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad, van basisvoorschriften inzake controle op lekkage van stationaire koel-, klimaatregelings- en warmtepompapparatuur die bepaalde gefluoreerde broeikasgassen bevat. ».

**Art. 23.** In artikel 17, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de vaste installaties voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus, Verordening (EG) nr. 1005/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 2000 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen, of Verordening (EG) nr. 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 inzake bepaalde gefluoreerde broeikasgassen » vervangen door de woorden « de integrale en sectorale voorwaarden van 12 juli 2007, van Verordening (EG) nr. 1005/2009 of Verordening (EG) nr. 842/2006 ».

**Art. 24.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een hoofdstuk IV/1, dat de artikelen 24/1 tot 24/9 inhoudt, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK IV/1. — *Certificering van de technici*

*Afdeling 1. — Certificeringsvoorwaarden*

Art. 24/1. Om gecertificeerd te worden voldoet elke persoon aan de volgende voorwaarden :

1° houder zijn van het in artikel 25 bedoelde certificaat waaruit blijkt dat betrokkene geslaagd is voor het examen van het niveau dat overeenstemt met de categorie van het te behalen certificaat;

2° een activiteit als zelfstandige of werknemer uitoefenen binnen een onderneming geregistreerd bij de Kruispuntbank van Ondernemingen.

*Afdeling 2. — Procedure tot toekenning van de certificering*

Art. 24/2. § 1. De aanvrager dient zijn certificeringsaanvraag in d.m.v. een formulier dat verkrijgbaar is op de internetsite van het « AWAC » en stuurt ze bij aangetekend schrijven of geeft ze tegen ontvangstbewijs af aan de voorzitter.

De aanvrager laat zijn aanvraag vergezeld gaan van :

1° het attest waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor het examen bedoeld in artikel 25;

2° een document waaruit blijkt dat hij een activiteit als zelfstandige of werknemer uitoefent binnen een

onderneming geregistreerd bij de Kruispuntbank van Ondernemingen.

§ 2. De voorzitter geeft de aanvrager binnen vijftien dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvraag, kennis van zijn beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden werd.

§ 3. Als de aanvraag onvolledig is, wijst de voorzitter de aanvrager op de ontbrekende gegevens of stukken. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de ontbrekende gegevens stuurt de voorzitter zijn beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden werd aan de aanvrager.

§ 4. De voorzitter stuurt zijn beslissing tot toekenning of weigering van certificering bij aangetekend schrijven aan de aanvrager binnen een termijn van zestig dagen, die ingaat op de datum van verzending van zijn beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden werd.

Het certificaat wordt opgemaakt overeenkomstig artikel 5 van Verordening (EG) nr. 303/2008.

#### *Afdeling 3. — Duur, wijziging en hernieuwing van het certificaat*

Art. 24/3. Het certificaat wordt toegekend voor een periode van vijf jaar, die ingaat op de datum waarop geslaagd werd voor het examen waarvoor het in artikel 25 bedoelde certificaat opgemaakt werd.

Art. 24/4. De artikelen 24/1 en 24/2 zijn toepasselijk op de aanvraag tot hernieuwing van het certificaat.

Het aanvraagformulier gaat vergezeld van het certificaat van opfrissingsopleiding en -examen bedoeld in artikel 48.

Art. 24/5. De gecertificeerde technicus geeft het « AWAC » binnen een maand bij aangetekend schrijven kennis van elke wijziging i.v.m. zijn certificering.

#### *Afdeling 4. — Opschorting en intrekking van de certificering*

Art. 24/6. De voorzitter kan de certificering opschorten of intrekken als de gecertificeerde technicus :

1° de bepalingen van dit besluit overtreedt;

2° belet dat zijn activiteiten door de toezichhoudende personeelsleden gecontroleerd worden.

Art. 24/7. § 1<sup>er</sup>. Als de voorzitter van plan is de certificering op te schorten of in te trekken, geeft hij de betrokken technicus daar kennis van bij aangetekend schrijven. Het voorstel tot opschorting of intrekking geeft de verantwoordende motieven op.

De gecertificeerde technicus beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het voorstel tot opschorting of intrekking, om zijn opmerkingen schriftelijk over te maken aan de voorzitter.

Hij wordt ook gehoord op zijn verzoek.

§ 2. De voorzitter beslist binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van :

1° de datum van ontvangst van de opmerkingen bedoeld in § 1, tweede lid, of, bij gebreke daarvan, van de datum waarop de termijn van dertig dagen bedoeld in hetzelfde lid verstrijkt;

2° ofwel van de datum van de hoorzitting bedoeld in § 1, derde lid, indien ze plaatsvindt.

De beslissing wordt bij aangetekend schrijven gezonden aan de betrokken gecertificeerde technicus en, desgevallend, aan de onderneming waar hij tewerkgesteld is.

§ 3. Als de certificering ingetrokken wordt, moet de technicus het originele exemplaar en de eventuele voor eensluidend verklaarde afschriften van het certificaat binnen veertien dagen na de verzending van de beslissing aan het « AWAC » terugbezorgen.

§ 4. In geval van bijzonder gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan de voorzitter de certificering onmiddellijk opschorten.

Art. 24/8. De betrokken gecertificeerde technicus kan bij de Minister een beroep indienen tegen de beslissing tot opschorting of intrekking van de certificering.

De gecertificeerde technicus dient zijn beroep in d.m.v. een formulier dat verkrijgbaar is op de internetsite van het « AWAC » en stuurt hem bij aangetekend schrijven of geeft hem tegen ontvangstbewijs af aan de voorzitter binnen twintig dagen na ontvangst van de betwiste beslissing.

De beslissing van de Minister wordt bij aangetekend schrijven aan de verzoeker medegedeeld binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep.

Behoudens in het geval bedoeld in artikel 8, § 4, is het beroep opschortend.

#### *Afdeling 5. — Erkenning van de certificaten van de andere Gewesten of Staten*

Art. 24/9. Personen die beschikken over een geldig certificaat dat verkregen werd in een ander Gewest van België of in een Staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte, overeenkomstig artikel 5 van Verordening (EG) nr. 303/2008, worden geacht over het certificaat te beschikken, wat betreft de activiteiten vermeld op het certificaat.

De in het eerste lid bedoelde persoon die niet tewerkgesteld is door een onderneming die overeenkomstig artikel 9/1 geacht wordt over de erkenning te beschikken, bezorgt het « AWAC » :

1° een afschrift van zijn certificaat en, desgevallend, een Franse vertaling van het certificaat afgegeven in een andere Staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte als het opgesteld is in een andere taal dan het Frans of het Engels;

2° het bewijs dat hij de activiteiten uitoefent waarvoor hij gecertificeerd is, als zelfstandige of als werknemer binnen een onderneming geregistreerd bij de Kruispuntbank van Ondernemingen. ».

**Art. 25.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van Hoofdstuk V vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK V. — Examencentra »

**Art. 26.** Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 25. De certificaten betreffende het slagen voor een examen m.b.t. de handelingen bedoeld in artikel 1, 26°, worden afgegeven door de examencentra die door de voorzitter erkend zijn.

De certificaten bekrachtigen het slagen voor een examen dat overeenstemt met de door de technicus aangevraagde categorie, overeenkomstig de bepalingen van bijlage XI, I.

De Minister kan bijkomende bepalingen vastleggen. ».

**Art. 27.** Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

« 4° minimum de examens van de categorieën I, III en IV of alleen II of alleen IV organiseren. ».

**Art. 28.** In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « in bijlage XIII vastligt » vervangen door de woorden « ter beschikking gesteld wordt op de internetsite van het AWAC' »;

2° in § 5 worden de woorden « ter post » geschrapt;

3° § 5 wordt aangevuld met volgend lid :

« De erkenning vermeldt de opleidings- en examencategorieën waarvoor het centrum erkend is. ».

**Art. 29.** In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « in bijlage XIV vastligt » vervangen door de woorden « ter beschikking gesteld wordt op de internetsite van het AWAC' »;

2° in het tweede lid worden de woorden « ter post » geschrapt.

**Art. 30.** In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « in bijlage XIV vastligt » vervangen door de woorden « ter beschikking gesteld wordt op de internetsite van het AWAC' »;

2° in het tweede lid worden de woorden « ter post » geschrapt.

**Art. 31.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 3 van Hoofdstuk V vervangen als volgt :

« *Afdeling 3.* — Examen en aflevering van de certificaten van goede afloop »

**Art. 32.** In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « het milieucertificaat in koeltechnieken » vervangen door de woorden « een certificaat van het met goede afloop afgelegde examen »;

2° in het tweede lid worden de woorden « Het certificaat wordt opgesteld » vervangen door de woorden « Het certificaat van goede afloop wordt opgesteld ».

**Art. 33.** In artikel 35 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, tweede lid, wordt punt 4° vervangen als volgt :

« 4° de lijst van de kandidaten die het certificaat van goede afloop hebben behaald; »;

b) § 1, tweede lid, wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

« 6° de certificaatcategorie : I, II, III, of IV. »;

c) § 2 wordt opgeheven.

**Art. 34.** In hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt afdeling 4, die de artikelen 37 tot 41 inhoudt, opgeheven.

**Art. 35.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 5 van Hoofdstuk V vervangen als volgt :

« *Afdeling 5.* — Oprissingsopleiding en -examen »

**Art. 36.** Artikel 42 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 42. Voor de vervaldatum van zijn certificaat kan de gecertificeerde technicus een opleiding volgen en een oprissingsexamen afleggen dat overeenstemt met de categorie van zijn certificaat.

De oprissingsexamens dienen hoofdzakelijk om na te gaan of de gecertificeerde technici beschikken over een voldoende kennis van de regelgeving i.v.m. hun certificaat. ».

**Art. 37.** Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 43. De oprissingsopleidingen en -examens bedoeld in artikel 42 worden georganiseerd door de examencentra bedoeld in artikel 25.

De inhoud en de modaliteiten van de oprissingsopleidingen en -examens worden nader bepaald in samenspraak tussen de examencentra en het « AWAC ». ».

**Art. 38.** De artikelen 44 en 45 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 39.** In artikel 46 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Om de kosten van de organisatie van de oprissingsopleidingen en -examens te dekken, kan het examencentrum de kandidaten een inschrijvingsrecht opleggen. ».

**Art. 40.** In artikel 47 van hetzelfde besluit worden de woorden « Het voortgezette opleidingscentrum » door de woorden « Het examencentrum » vervangen.

**Art. 41.** Artikel 48 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 48. Het examencentrum levert een oprissingscertificaat dat naar het in bijlage XVI bedoelde model is opgesteld af aan de gecertificeerde technici die geslaagd zijn voor het oprissingsexamen ».

**Art. 42.** Artikel 49 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 49. Het examencentrum geeft het « AWAC » om de drie maanden langs de elektronische weg de naam en het certificaatnummer van de gecertificeerde technici die een oprissingsopleiding gevolgd hebben of een oprissingsexamen afgelegd hebben. Die aangifte gebeurt uiterlijk een maand na afloop van bedoeld kwartaal.

Het informaticaformaat wordt ter beschikking van de examencentra gesteld op de site van het « AWAC ».



**Art. 43.** In hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt afdeling 6, die de artikelen 50 tot 53 inhoudt, opgeheven.

**Art. 44.** In artikel 56 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 45.** In artikel 57 van hetzelfde besluit worden de nummering « 50 tot 53 » vervangen door de nummering « 24/6 tot 24/8 ».

**Art. 46.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een hoofdstuk VI/1, dat de artikelen 58/1 en 58/2 inhoudt, luidend als volgt :

« Hoofdstuk VI/1. — *Controle van de erkende bedrijven, van het werk van de gecertificeerde technici en het werk van de deskundigen energie-airconditioning door een aangewezen geaccrediteerd controleorgaan*

**Art. 58/1.** Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen wordt gedeeltelijk omgezet bij dit hoofdstuk.

**Art. 58/2. § 1.** De voorzitter kan elk ogenblik :

1° een koelvoorziening, gecontroleerd of aan een energie-inspectie van de airconditioningssystemen onderworpen overeenkomstig de sectorale en integrale voorwaarde van 12 juli 2007, onderwerpen aan een controle door een geaccrediteerd controleorgaan aangewezen overeenkomstig de bepalingen die toepasselijk zijn inzake de overheidsopdrachten.

De controle slaat op de conformiteit van de interventies van de gespecialiseerde koeltechniekbedrijven en de gecertificeerde technici t.o.v. de eisen die in dit besluit vastliggen;

2° door een geaccrediteerd controleorgaan, zoals bedoeld in het vorige lid, laten nagaan of de gespecialiseerde koeltechniekbedrijven voldoen aan de erkenningsvoorwaarden, alsook aan de verplichtingen die hen en de gecertificeerde technici opgelegd worden.

§ 2. Om overeenkomstig § 1 aangewezen te worden voldoet het geaccrediteerde controleorgaan aan de volgende voorwaarden :

1° geaccrediteerd zijn als controleorgaan van het type A op basis van de criteria van de NBN - EN ISO/IEC 17020 : Algemene criteria voor de werking van verschillende types inspectieorganen (ISO/IEC 17020:1998), 1e uitgave, november 2004, of van de laatste herziening ervan, voor de activiteiten bepaald bij dit besluit, door een nationaal accreditatieorgaan in de zin van Verordening (EG) nr. 765/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 9 juli 2008 tot vaststelling van de eisen inzake accreditatie en markttoezicht betreffende het verhandelen van producten en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 339/93;

2° onder zijn personeel beschikken over controleurs die houder zijn van een categoriecertificaat dat overeenstemt met het type te bezoeken installatie of bedrijf en, desgevallend, van het certificaat voor de inspectie van de energieprestatie van de airconditioningssystemen.

De aanwijzing geldt voor maximum drie jaar. Ze is hernieuwbaar. ».

**Art. 47.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met de artikelen 65/1 tot 65/5, luidend als volgt :

« **Art. 65/1.** De Minister kan de bijlagen bij dit besluit wijzigen om zich te voegen naar de wijzigingen van de Europese regelgeving.

**Art. 65/2.** De voorzitter geeft de in artikel 59, § 1, bedoelde gespecialiseerde koeltechnici kennis van de termijn waarin ze het in artikel 25 bedoelde certificaat van goede afloop moeten halen.

**Art. 65/3.** De erkende examencentra geven de voorzitter kennis van de categorieën certificaten van goede afloop die ze wensen af te leveren.

De voorzitter laat het examencentrum weten of hem aanvullende gegevens verstrekt moeten worden dan wel een bijkomende audit uitgevoerd moet worden om na te gaan of aan artikel 26 is voldaan.

De voorzitter bepaalt de categorieën certificaten van goede afloop waarvoor het centrum erkend is op basis van de door het centrum verstrekte gegevens of van de resultaten van de bijkomende audit. Het centrum wordt geacht erkend te zijn om de overeenstemmende certificaten van goede afloop af te leveren tot zijn erkenning vervalt of ingetrokken wordt.

**Art. 65/4.** De voorzitter maakt het in artikel 24/2, § 4, bedoelde certificaat op verzoek over aan de technici die beschikken over een geldig milieucertificaat inzake koeltechnieken en op voorwaarde dat ze het bewijs leveren dat ze activiteiten uitoefenen als zelfstandige of als werknemer binnen een bedrijf dat geregistreerd is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen.

De categorie van het overeenkomstig lid 1 afgegeven certificaat is afhankelijk van de categorieën certificaten van goede afloop waarvoor het examencentrum dat het milieucertificaat inzake koeltechnieken afgegeven heeft overeenkomstig artikel 65/3 erkend is.

**Art. 65/5.** De voorzitter maakt het in artikel 4, § 5, bedoelde certificaat over aan de gespecialiseerde koeltechniekbedrijven die het bewijs leveren dat ze voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3, 4<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup>. ».

**Art. 48.** In hetzelfde besluit wordt bijlage I opgeheven.

**Art. 49.** In hetzelfde besluit wordt bijlage II vervangen door bijlage I die bij dit besluit gaat.

**Art. 50.** In hetzelfde besluit wordt bijlage IV opgeheven.

**Art. 51.** In hetzelfde besluit worden de bijlagen XI en XII respectievelijk vervangen door de bijlagen 2 en 3 die bij dit besluit gaan.

**Art. 52.** In hetzelfde besluit worden de bijlagen XIII en XIV opgeheven.

**Art. 53.** In hetzelfde besluit worden de bijlagen XV en XVI respectievelijk vervangen door de bijlagen 4 en 5 die bij dit besluit gaan.

**Art. 54.** In hetzelfde besluit wordt bijlage XVII opgeheven.

**Art. 55.** De Minister van Leefmilieu en de Minister bevoegd voor het Energiebeleid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 oktober 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

### Bijlage 1

Bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningsystemen gewaarborgd wordt.

#### Bijlage II : Minimale technische uitrusting voor de gecertificeerde koeltechnici

De gecertificeerde technicus moet minstens over de volgende uitrusting beschikken om werken uit te voeren op voorzieningen met een emissierisico van gefluoreerde koelmiddelen :

Minimale technische uitrusting voor de gecertificeerde koeltechnici	Categorie I	Categorie II	Categorie III	Categorie IV
Fles voor de recuperatie van koelmiddelen;	x	x	x	
Fles met nieuw (of gerecycleerd) koelmiddel;				
Fles met inert gas voor spoeling (droge stikstof, argon, helium) voorzien van reduceerventiel en debietmeter;	x	x		
Recuperatiegroep voor koelmiddelen om het dode volume van de koelmiddelen die na recuperatie in de groep blijven of in de atmosfeer worden uitgestoten zoveel mogelijk te beperken en die het toepassen van een onderdruk van 0,5 bar op de koelvoorziening moet mogelijk maken;	x	x	x	
Vacuümpomp tweetraps met elektromagnetisch ventiel bij het zuigen;	x	x		
Weegschaal voor koelmiddelen (met een aanwijsnauwkeurigheid van minstens 10 g voor de flessen met een koelmiddelinhoud van minder dan 30 kg, met een aanwijsnauwkeurigheid van minstens 100 g voor de flessen met een koelmiddelinhoud tussen 30 kg en 300 kg en met een aanwijsnauwkeurigheid van minstens 0,3 % van de koelmiddelinhoud voor de flessen met een koelmiddelinhoud van meer dan 300 kg);	x	x	x	
Soldeerinstallatie met drukregelaar van de gasbrandstof en zuurstofdruk, leidingen met terugslagklep en flexibele buizen;	x	x		
Elektronische vacuümmeter (niet vereist indien gebruik wordt gemaakt van een elektronische manifold om het vacuüm te meten);	x	x		
Vierweg manifold;	x	x	x	
Elektronische lekdetector met een lekdetectiegevoeligheid van 5 g/jaar;	x	x		x
Zeepoplossing of een gelijkaardig product;	x	x		x
Digitale thermometer met contactsonde;	x	x		
Elektrische multimeter;	x	x		
Ampèremeter (niet vereist indien de multimeter voorzien is van een stroomtang);	x	x		
Testkit voor het oliezuur.	x	x		

De meetuitrustingen worden voor het eerste gebruik en één keer per jaar geïjkt of, bij gebreke daarvan, volgens de richtlijnen van de fabricant of de invoerder.

De onderhouds- en ijkingscertificaten betreffende de meetuitrustingen worden ter inzage van de toezichthoudende ambtenaren gelegd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.

Namen, 18 oktober 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

## Bijlage 2

Bijlage XI bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.

### Bijlage XI : Examens ter beoordeling van de milieukennis en van de vaardigheden inzake energie

#### I : BEOORDELING VAN DE MILIE

##### **A. Inleidende bepalingen**

1° Het examen betreffende de milieukennis wordt georganiseerd met inachtneming van de minimumeisen van de bijlage bij Verordening nr. 303/2008. Het houdt ook rekening met de punten B en C van deze bijlage.

2° Het examen bestaat uit een theoretisch en uit een praktisch gedeelte :

a) het praktisch gedeelte bevat een deel i.v.m. de hantering van gefluoreerde gassen die als koelmiddel worden gebruikt, alsook een montageoefening

b) voor elk examendeel apart wordt een aantal punten toegekend De kandidaat is voor het examen geslaagd als hij voor elk gedeelte 50 % van de punten en in totaal 60 % van de punten behaalt.

##### **B. Theoretisch examen**

Stoffen		Kennisniveau
Titel	Onderwerpen	
1) Waalse milieuregeling	Relevante elementen van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen Relevante elementen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning Besluiten van de Waalse Regering betreffende de koelvoorzieningen, aangenomen overeenkomstig de Verordeningen 1005/2009/EG en 842/2006/EG	Goede kennis
2) Regelgevingen met internationale draagwijdte		Goede kennis
3) Normen en code van goede praktijk	NBN-EN 378 Delen 1-4 Code van goede praktijk van de UBF-ACA	Goede kennis
4) Milieu-impact ten gevolge van het gebruik van koeluitrustingen	Emissies van ozonafbrekende stoffen Directe en indirecte emissies van broeikasgassen, TEWI notie (Total Equivalent Warming Impact) Risico's i.v.m. het gebruik van oliën (olie als dusdanig en opgeloste koelmiddelen) Risico's i.v.m. het gebruik van koudedragende of warmtegeleidende vloeistoffen Risico's i.v.m. het gebruik van isolerende schuim (inhoud in CFK, HCFC of HFK)	Goede kennis
5) Koelmiddelen	Gereguleerde stoffen, toegelaten koelmiddelen en oliën, keuze van het koelmiddel, keuze van de olie, keuze van de koudedragende of warmtegeleidende vloeistof	Zeer goede kennis van de eigenschappen van de vloeistoffen en de desbetreffende regelgeving
6) Dichtheid	Bepaling van de dichtheid, testen, gebruikte gasdetectoren Kennis van de technische maatregelen om emissies te reduceren, tijdens het ontwerp en het onderhoud van de voorzieningen Kennis van de milieurisico's (emissierisico's) die specifiek zijn voor bepaalde bestanddelen (bijv. Verbindingen, volgens het type; compressoren volgens het type, enz.). Vaste detectoren (kennis van de principes, plaatsbepaling ervan, hoge en lage waarde, enz.)	Zeer goede kennis

Wat de examens van categorieën III en IV betreft, kan de draagwijdte van het theoretisch examen beperkt worden naar gelang van de handelingen waarop die categorieën betrekking hebben.

### C. Praktischexamen

Stoffen		Kennisniveau	Betrokken categorieën
Titel	Onderwerpen		
Montage	1. solderen en aaneenhechting van verschillende onderdelen : (kopere leidingen met koper, staal, messing), afsluiters, drukregelaars, dichtheidscontrole 2. verificatie van de soldering door doorzagen 3. Technieken inzake het plooiën van koper en staal, bevestigings- en isolatietechnieken	Uitstekende praktische realisaties	I, II
Inbedrijfstelling	1. het onder druk brengen van inert gas 2. dichtheidscontrole via een zeepoplossing 3. vacumeren met tweetrapsvacuumpomp en controle d.m.v. een vacuummeter 4. vulling van de voorzieningweging en optekening van de gebruikte hoeveelheden 5. opstarting, regelingen en controles betreffende de vlotte werking	Uitstekende praktische realisaties	I, II
Onderhoud	1. Verificaties van de vlotte werking	Goede kennis van de door te voeren verificaties, alsook van de desbetreffende uitvoering	I, II
Recuperatie van koelmiddelen	1. recuperatie 2. weging en registratie van de gerecupereerde hoeveelheden 3. vulling van dezelfde voorziening met het gerecupereerde koelmiddel 4. herhaling van deze recuperatie met maximum 20 gram koelmiddelverlies 5. De berekening van het verschil tussen de geladen hoeveelheid en de gerecupereerde hoeveelheid, dat niet groter mag zijn dan een waarde bepaald in samenspraak tussen de examencentra, het « AWAC » en het « DGOARNE ».	Uitstekende praktische realisaties	I, II, III (*)
Dichtheidscontrole	Kennis van de uit te voeren controles (in het bijzonder met de elektronische lekdetector) en van de desbetreffende documenten.	Zeer goede kennis van de door te voeren verificaties	I, II, IV (*)

Wat de examens van de categorieën III en IV betreft, kan het examenprotocol vereenvoudigd worden, rekening houdend met de handelingen die de technicus mag uitvoeren.

### II : BEOORDELING VAN DE VAARDIGHEDEN INZAKE ENERGIE

#### A. Inleidende bepalingen

Voor elk examendeel apart wordt een aantal punten toegekend. De kandidaat is voor het examen geslaagd als hij voor elk gedeelte 50 % van de punten en in totaal 60 % van de punten behaalt.

#### B. Theoretisch examen

Stoffen		Kennisniveau
Titel	Onderwerpen	
1) Evaluatie van de energiestatistiek van de airconditioningsystemen	Evaluatie van het rendement van het airconditioningssysteem en de dimensionering ervan op grond van de eisen inzake afkoeling van het gebouw.	Goede kennis
2) Regelgevingen	Richtlijn EG 2010/31 (7) en besluiten van de Waalse Regering waarbij ze in het interne recht omgezet wordt.	Goede kennis

**C. Praktisch examen**

Stoffen		Kennisniveau
Titel	Onderwerpen	
Evaluatie van de energieprestaties van de airconditioningssystemen	1. Praktische evaluatie van het rendement van de airconditioning 2. Praktische evaluatie van de eisen inzake afkoeling van het gebouw 3. Praktische verificatie van de adequatie van de dimensionering van een airconditioningsinstallatie t.o.v. de eisen inzake afkoeling van het gebouw	Uitstekende praktische realisatie

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.

Namen, 18 oktober 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

—  
Nota's

(1) Protocol van Montreal betreffende betreffende stoffen die de ozonlaag afbreken, opgemaakt te Montreal op 16 september 1987.

Protocol van Kyoto bij het raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, opgemaakt te Kyoto op 11 december 1997.

(3) Verordening (EG) nr. 1005/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen, hierna Verordening (EG) nr. 1005/2009 genoemd.

(4) Verordening (EG) nr. 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 inzake bepaalde gefluoreerde broeikasgassen.

Verordening (EG) nr. 303/2008 van de Commissie van 2 april 2008 tot instelling, ingevolge Verordening (EG) nr. 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad, van minimumeisen en de voorwaarden voor wederzijdse erkenning voor de certificering van bedrijven en personeel betreffende stationaire koel-, klimaatregelings- en warmtepompapparatuur die bepaalde gefluoreerde broeikasgassen bevat.

(6) Verordening (EG) nr. 1516/2007 van de Commissie van 19 december 2007 tot vaststelling, ingevolge Verordening (EG) nr. 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad, van basisvoorschriften inzake controle op lekkage van stationaire koel-, klimaatregelings- en warmtepompapparatuur die bepaalde gefluoreerde broeikasgassen bevat.

(7) Richtlijn 2010/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen (herschikking).

—  
**Bijlage 3**

Bijlage XII bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.

Bijlage XII : Voorwaarden tot erkenning van de examencentra bedoeld in artikel 25 en van de in artikel 54 bedoelde examencentra betreffende vaardigheden inzake energie

**I. ERKENNING VAN DE EXAMENCENTRA BEDOELD IN ARTIKEL 25**

**A. Examenjury**

Het examencentrum moet een examenjury samenstellen met inachtneming van de volgende voorwaarden :

- de jury bestaat uit minstens drie koeltechniekspecialisten en wordt voorgezeten door een (burgerlijk, industrieel of technisch) ingenieur of door een persoon die het bewijs van minstens 3 jaar ervaring inzake koeltechniekonderzoek kan overleggen;
- minstens één van de juryleden maakt niet deel van het examencentrum.
- met uitzondering van de voorzitter beschikken de juryleden beschikken over het geldige certificaat (of over het certificaat van goede afloop dat met dat certificaat overeenstemt) :
- van categorie I in het kader van een aanvraag tot erkenning van categorieën I, III en IV;
- van categorie I of II in het kader van een aanvraag tot erkenning van categorie II alleen;
- van categorie I of II in het kader van een aanvraag tot erkenning van categorie IV alleen.

**B. Organisatie van de examens**

Het examencentrum moet beschikken over procedures betreffende de examens inzake de beoordeling van milieuvaardigheden, die voldoen aan de minimumeisen van de bijlage bij Verordening nr. 303/2008 en rekening houden met de punten B en C van bijlage XI, I.

De procedures bevatten o.a. :

- de procedure van de keuze van de vragen en praktische oefeningen voor de examens;



- de lijst van alle mogelijke vragen die tijdens het theoretisch examen aan de kandidaten gesteld kunnen worden; deze lijst wordt telkens als nodig bijgewerkt, rekening houdend met de evolutie van de wetgeving op het milieucertificaat inzake koeltechniek en van de technieken of praktijken i.v.m. de uitoefening van het beroep van koeltechnicus die zouden kunnen bijdragen tot de vermindering van emissies uit koelvoorzieningen;
- de lijst van alle praktische oefeningen die tijdens het praktische examen aan de kandidaten voorgelegd kunnen worden;
- een becijferde evaluatierooster voor de beoordeling van de kandidaten en betreffende de theoretische en praktische examenvragen.

### C. Technische infrastructuur

Voor de organisatie van het praktische gedeelte van de examens ter beoordeling van de milieukennis moet het examencentrum over minstens de volgende technische voorziening beschikken :

TECHNISCHE INFRASTRUCTUUR VAN DE EXAMENCENTRA	Categorie I	Categorie II	Categorie IV
<b>Bestanddelen van de koelvoorziening voor de centra van categorie I</b>			
<u>Condensatiegroep of -eenheid bestaande uit :</u>			
- een compressor van minimum 0,75 CV (0,55 kW) voorzien van een olieniveauaanwijzer en van twee isolatiekleppen (zuigen en lozen) alsook van koppelingen waarop de manifolds geplaatst kunnen worden,			
- een condensor,			
- een vloeistoftank of -fles die aan de uitgang beschikt over een isolatieventiel met minstens een drukklep,			
- een vulling van dehydrereerfilters,			
- een elektromagnetisch ventiel,			
- een vloeistofaanwijzer,			
- een thermostatische reduceerklep,	X		X
- een verdamper,			
- twee isolatieventielen met minimum één drukklep. Eén klep wordt op de hoge druk gezet (uitgang vloeistoffles). De andere klep wordt op lage druk gezet (zuigen van de compressor),			
- <i>facultatief, bijkomende isolatieventielen, en/of een vullingsklep op de vloeistoflijn,</i>			
- veiligheids-, meet- en reguleringsbestanddelen, pressostatens, thermostaten.			
<b>Het koelcircuit moet minstens 2 kg koelmiddel kunnen bevatten.</b>			
<u>Bovendien :</u>			
- is een uitrusting voorzien van een condensatieregulering (condensatiereguleringsklep, differentiaal ventiel, terugslagklep),	X		
- is een uitrusting voorzien van een verdamperdrukregeling (verdamperdrukregelaar),			
- is een uitrusting voorzien van een drukregelaar bij het opstarten van de compressor (drukregelaar bij het opstarten),			
- beschikt een uitrusting over een voorziening voor ontdooing met warmgas (elektromagnetische ontdooingsklep, vloeistofafscheider, thermostaat einde ontdooing).			
<b>Bestanddelen van de koelvoorziening voor de centra van categorie II</b>			
<u>Condensatiegroep of -eenheid bestaande uit :</u>			
- een semi-hermetische compressor,			
- een condensor,			
- een vloeistoftank of -fles die aan de uitgang beschikt over een isolatieventiel met minstens een drukklep,			
- een dehydrereerfilter,			
- een elektromagnetische klep,			
- een vloeistofaanwijzer,			
- een thermostatische afsluiter,			
- een verdamper,			

TECHNISCHE INFRASTRUCTUUR VAN DE EXAMENCENTRA	Categorie I	Categorie II	Categorie IV
- twee isolatieventielen met minimum een drukklep. Eén klep wordt op hoge druk gezet (uitgang vloeistoffles). De andere klep wordt op lage druk gezet (zuigen van de compressor),			
- facultatief, bijkomende isolatieventielen, en/of een vullingsklep op de vloeistoflijn,			
- veiligheids-, meet- en reguleringsbestanddelen, pressostaten, thermostaten.		X	
<u>Facultatief, een deel (maximum de helft) van de uitrustingen mag samengesteld zijn uit de volgende bestanddelen :</u>			
- een compressor,			
- een condensor,			
- een filter droger behuizing,			
- een capillaire reduceerafsluiting,			
- een verdamper,			
- twee isolatieventielen met minimum één drukklep. Eén klep wordt op hoge druk gezet (uitgang vloeistoffles). De andere klep wordt op lage druk gezet (zuigen van de compressor),			
- facultatief, bijkomende isolatieventielen, en/of een vullingsklep op de vloeistoflijn,			
- veiligheids-, meet- en reguleringsbestanddelen, pressostaten, thermostaten.			
<b>Het koelcircuit moet minstens 1 kg koelmiddel kunnen bevatten.</b>			

TECHNISCHE INFRASTRUCTUUR VAN DE EXAMENCENTRA	Catégorie I	Catégorie II	Catégorie IV
- Fles met inert gas voor spoeling (droge stikstof, argon, helium) voorzien van reduceerventiel en debietmeter,	X	X	
- Fles voor de recuperatie van koelmiddelen met dubbele kleppen,	X	X	
- Fles met nieuw (of gerecycleerd) koelmiddel, behoorlijk erkend voor het gebruikte koelmiddel,	X	X	
- Recuperatiegroep voor koelmiddelen om het dode volume van de koelmiddelen die na recuperatie in de groep blijven of in de atmosfeer worden uitgestoten zoveel mogelijk te beperken en die het toepassen van een onderdruk van 0,5 bar op de koelvoorziening moet mogelijk maken,	X	X	
- Vacuümpomp tweetraps met elektromagnetisch ventiel bij het zuigen.	X	X	
<b>Meetinstrumenten</b>			
- elektronische vacuümmeter,	X	X	
- Weegschaal voor koelmiddelen (met een aanwijsnauwkeurigheid van minstens 10 g voor de flessen met een koelmiddelinhoud van minder dan 30 kg, met een aanwijsnauwkeurigheid van minstens 100 g voor de flessen met een koelmiddelinhoud tussen 30 kg en 300 kg en met een aanwijsnauwkeurigheid van minstens 0,3 % van de koelmiddelinhoud voor de flessen met een koelmiddelinhoud van meer dan 300 kg),	X	X	
- Digitale thermometer met contactsonde,	X	X	
- Vierweg manifold, waarvan de <i>flexibele slangen van 1/4 over afsluitkleppen beschikken</i> ,	X	X	
- elektronische multimeter,	X	X	
- ampèremeter (indien de multimeter niet voorzien is van een stroomtang).	X	X	
<b>Lekdetectieuitrusting</b>			
- Elektronische lekdetector met een lekdetectiegevoeligheid van 5 g/jaar,	X	X	X
- Zeepoplossing of een gelijkaardig product.	X	X	X
<b>Uitrusting voor de montageproef en de druktest</b>			
<u>Werkbank :</u>			
- inert gasfles voor onderdrukzetting met gasdrukregelaar,	X	X	
- verbindingselementen, leidingen, dichtingen,...	X	X	

TECHNISCHE INFRASTRUCTUUR VAN DE EXAMENCENTRA	Catégorie I	Catégorie II	Catégorie IV
- buizen voorzien van terugslagkleppen en soepele verbindingen,	X	X	
- snijgereedschap voor koperleidingen,	X	X	
- ontbramer,	X	X	
- buigapparaat,	X	X	
- hardsoldeerinstallatie met gasdrukregelaar en zuurstofdrukregelaar voorzien van terugslagkleppen en soepele verbindingen,	X	X	
- hardsoldeergas,	X	X	
- aanhechtingsmateriaal voor hardsolderen (30 % zilver),	X	X	
- fosforbevattend aanhechtingsmateriaal voor hardsolderen (5 % zilver),	X	X	
- bijtmiddel of reinigingsproduct,	X	X	
- kraagapparaat (flare-apparaten),	X	X	
- handgereedschap : sleutels, schroevendraaiers, tangen, knipsleutel aangepast aan de kleppen van de compressor,...	X	X	
- schuurpapier voor het reinigen van de kopere leiding (of gelijkwaardig),	X	X	
- werkbank met schroefklem voor soldeertest,	X	X	
- ijzeren tang en knijptang voor de visualisering van de lassing,	X	X	
- kraagaanzetters.	X	X	
<i>Afwijking : het examen centrum dat kandidaten verplicht te beschikken over gelijkwaardig materieel kan vrijgesteld worden van de verplichting om zelf over dat materieel te beschikken.</i>			

Het aantal voorzieningen volstaat opdat elke kandidaat de proef inzake hantering van koelmiddelen en de proef inzake montage en druktest individueel kan afleggen. Aangezien doorgaans de helft van de kandidaten de proef inzake hantering van koelmiddelen aflegt terwijl de andere helft de proef inzake montage en druktest aflegt (en vervolgens omgekeerd) moet het aantal voorzieningen normaal gezien overeenstemmen met de helft van het aantal kandidaten die het examen tegelijkertijd afleggen.

## II. ERKENNING VAN DE EXAMENCENTRA BETREFFENDE VAARDIGHEDEN INZAKE ENERGIE

### Examenjury

Het examen centrum moet een jury samenstellen dat voldoet aan de criteria omschreven in punt I A. of dat bestaat uit energeticspecialisten inzake airconditioningssystemen, onder het voorzitterschap van een ingenieur (burgerlijk, industrieel of technicus) of van een persoon die het bewijs van minstens drie jaar ervaring in de sector van de energetica betreffende airconditioningssystemen kan overleggen.

De juryleden beschikken over een geldig certificaat voor de energie-inspectie van de airconditioningssystemen. Deze bepaling is pas één jaar na de erkenning van het eerste examen centrum van toepassing.

### Organisatie van de examens

De examenprocedures waarover het examen centrum moet beschikken bevatten :

- de procedure van de keuze van de vragen en praktische oefeningen voor de examens;
- de lijst van alle mogelijke vragen die aan de kandidaten gesteld kunnen worden tijdens het examen;
- een becijferde evaluatierooster voor de beoordeling van de kandidaten en betreffende de examenvragen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.

Namen, 18 oktober 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

**Bijlage 4**

Bijlage XV bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.

Bijlage XV : Model van certificaat van goede afloop inzake koeltechniek en van certificaat voor de energie-inspectie van de airconditioningssystemen

**I. Certificaat van goede afloop van het examen inzake koeltechniek**

<i>LOGO</i>	« Gegevens van het examencentrum » : - Benaming; - nummer erkenning door het Waalse Gewest; - Adres; - telefoonnummer; - faxnummer; - e-mail.	
<b>Certificaat van goede afloop van het examen inzake koeltechniek</b>		
Afgegeven overeenkomstig artikel 34 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.		
Certificaatnummer : (1)/(2)		
Afgegeven aan .....		
Geboren op .... / .... / ..... te .....		
Categorie van het examen betreffende de certificering : .....(3) .....		
Afgegeven aan ....., op .....		
Voor de Jury,	De houder,	De Directeur,
(*) Schrappen wat niet past Nummer van de erkenning van het examencentrum door het Waalse Gewest. Nummering van het certificaat in stijgende volgorde. I, of II, of III, of IV		

**II. Certificaat betreffende de energie-inspectie van de airconditioningssystemen**

<i>LOGO</i>	« Gegevens van het examencentrum, het opleidingscentrum of de onderwijsinrichting » : - benaming; - nummer erkenning door het Waalse Gewest; - adres; - telefoonnummer; - faxnummer; - e-mail.	
<b>Certificaat betreffende de energie-inspectie van de airconditioningssystemen</b>		
Afgegeven overeenkomstig artikel 55 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.		
Nummer van het Certificaat : (1)/(2)		
Afgegeven aan .....		
Geboren op ..... / ..... / ..... te .....		
Afgegeven aan ....., op .....		
Voor de Jury,	De houder,	De Directeur,
(*) Schrappen wat niet past Nummer van de erkenning van het examencentrum, het opleidingscentrum of de onderwijsinrichting door het Waalse Gewest. Nummering van het certificaat in stijgende volgorde.		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.

Namen, 18 oktober 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

### Bijlage 5

Bijlage XVI bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.

#### Bijlage XVI : Model van certificaat betreffende de voortgezette opleiding

LOGO	« Gegevens van het examencentrum » : - benaming; - nummer erkenning door het Waalse Gewest; - adres; - telefoonnummer; - faxnummer; - e-mail.	
<b>Certificaat voortgezette opleiding van categorie (2)</b>		
Afgegeven overeenkomstig artikel 48 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.		
Certificaatnummer : (1)/(2)/(3)		
Afgegeven aan .....		
Geboren op ...../...../..... te .....		
Nr. van het certificaat waarvoor het oprissingsexamen aangevraagd werd : .....		
Datum van afgifte van dit certificaat : .....		
Afgegeven aan ....., op .....		
Voor de Jury,	De houder,	De Directeur,
(*) Schrapen wat niet past		
Nummer van de erkenning van het examencentrum door het Waalse Gewest.		
I, of II, of III, of IV		
Nummering van het certificaat in stijgende volgorde.		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot voorkoming van verontreiniging bij de installatie en de inbedrijfstelling van vaste koelvoorzieningen die een gefluoreerd koelmiddel bevatten, alsook in geval van interventie op deze uitrustingen, en waarbij de energieprestatie van de airconditioningssystemen gewaarborgd wordt.

Namen, le 18 oktober 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY